



**INITIATIVE
DÉVELOPPEMENT
DES
PROJETS SOLIDAIRES**

RAPPORT ANNUEL 2019



SOMMAIRE

<i>Edito</i>	3
<i>Faits marquants</i>	4
<i>ID dans le monde</i>	5
<i>Comores</i>	14
<i>Congo</i>	25
<i>Haïti</i>	32
<i>Madagascar</i>	39
<i>Tchad</i>	43
<i>Sénégal et Burkina Faso</i>	58
<i>DEFIS</i>	63
<i>Rapport financier</i>	40
<i>Nos partenaires</i>	42



ÉDITO

L'année 2019 s'est achevée sans aucun signe annonciateur de la violence de la crise du Covid 19 que le monde traverse actuellement. Pourtant, dire que rien ne l'annonçait reviendrait à affirmer que nous ne connaissions pas les risques multiples que nos modes de vie, notamment au Nord du monde, génèrent. Il ne s'agit désormais plus de risques mais de réalités.

Cette prise de conscience brutale et l'expérimentation encore balbutiante de l'accompagnement des populations les plus fragiles, à distance et avec «distanciation», nous précipitent dans le monde d'après.

Depuis son origine, ID cherche à répondre à des besoins essentiels (alimentation, accès à l'eau, à l'énergie, à la santé, à l'éducation, à des ressources économiques, etc.) dont la nécessité reste prégnante d'année en année.

Pour faire émerger les solutions d'adaptation et de résilience des populations, nos équipes accompagnent le renforcement des acteurs locaux et animent la concertation sur les territoires. Les orientations fortes prises par ID ces dernières années pour évoluer d'une posture d'appui technique à une approche d'accompagnement plus globale et transversale, se trouvent confortées par les crises actuelles, sanitaires, sociales et environnementales.

Cet Essentiel reflète bien l'évolution de ce positionnement d'ID ainsi que la place prise par nos partenaires au Sud dans nos actions.

L'activité d'ID a encore progressé en 2019 avec un budget de 6,6 millions d'euros alors que l'année 2020 s'annonce très incertaine comme pour beaucoup d'associations, d'ONG et d'entreprises partout dans le Monde. Pourtant, nous sommes plus que jamais persuadé.e.s de la pertinence de nos approches en réseaux et en accompagnement. Elles vont devoir s'accélérer encore pour travailler mieux dans des conditions souvent dégradées alors que la précarité sociale s'aggrave et les déplacements deviennent problématiques.

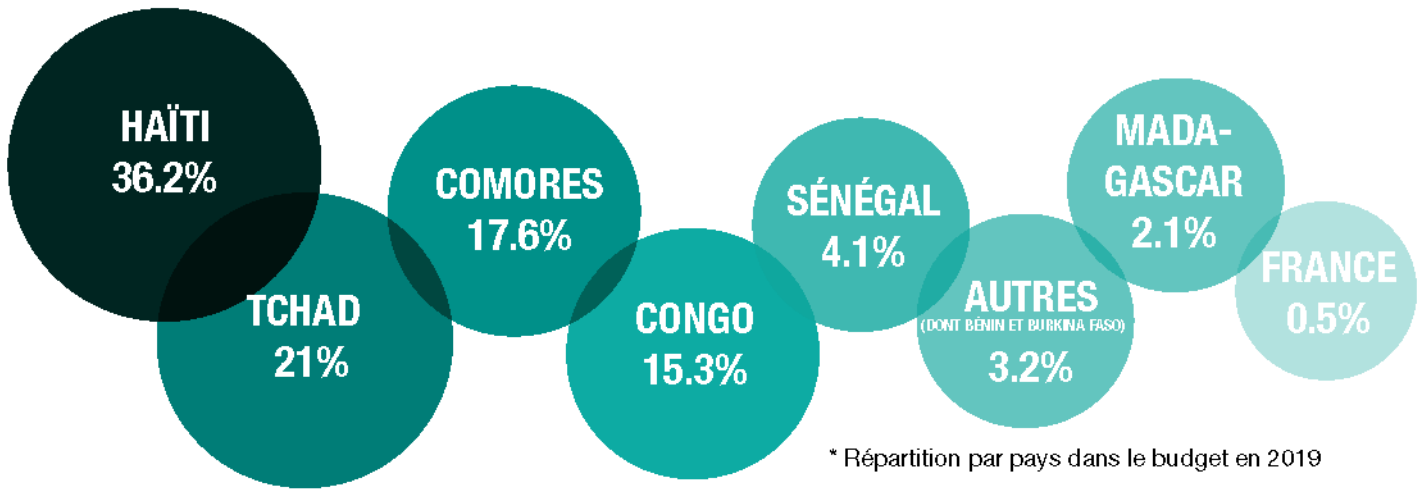
Pour répondre à l'urgence de cette crise, nous appelons à une augmentation de l'aide au développement et à l'engagement de tous les acteurs économiques pour lutter contre les inégalités ici et partout dans le monde. Nous savons que nous pouvons compter sur votre confiance à toutes et à tous, donateurs, donatrices, agences de financement et partenaires et sur la mobilisation de nos salarié.e.s et bénévoles, pour surmonter ces obstacles et rester présent.e.s auprès des populations qui comptent sur nous et sur vous pour mener une vie digne malgré les menaces qui pèsent sur l'humanité et sur le vivant.

Marie-Françoise PLUZANSKI
Présidente d'ID



NOMBRE DE PAYS : 9

BUDGET : 6,6 MILLIONS D'EUROS



* Répartition par pays dans le budget en 2019



365 000 BÉNÉFICIAIRES DIRECTS

2,8 MILLIONS BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS



NOMBRE DE SALARIÉS : 138 SALARIÉ.E.S

DE DROIT FRANÇAIS

AU SIÈGE : 19

SUR LE TERRAIN : 18

SALARIÉS LOCAUX : 101

NOMBRE DE PROJETS : 27



2019 : FUSION, NOUVELLE IDENTITÉ ET NOUVEAU SITE, ID SE RÉINVENTE

La fusion entre ID et Projets Solidaires a donné lieu à une nouvelle dynamique pour nos associations réunies. Cette alliance de nos savoir-faire a constitué l'occasion de renouveler nos codes graphiques pour réaffirmer nos engagements et nos objectifs : Participer au renforcement de l'autonomie des acteurs locaux pour qu'ils construisent et mettent en oeuvre eux-mêmes des réponses aux défis sociaux, environnementaux et économiques de leurs territoires.

Nous avons voulu ce logo sobre graphiquement, en écho à l'efficacité de nos programmes. L'astérisque liée au logo a donc été choisie pour interpeller, pour attirer l'attention sur la baseline explicative qui donne à voir notre fusion avec Projets Solidaires.

Le choix des couleurs a été guidé par la mise en valeur de notre ADN. Elles font référence aux Objectifs de Développement Durable, le fuchsia pour l'ODD 10 : réduction des inégalités et le vert pour les ODD 3 et 15 : bonne santé et bien-être, et vie terrestre.

Rendre compte, communiquer, rendre nos actions accessibles, c'est l'ambition que nous poursuivons. Pour cette raison, nous avons entièrement refondu notre site internet.

Plus ergonomique et plus lisible, parce que nous nous devons de rendre nos projets compréhensibles et lisibles pour chaque personne intéressée par ID.

ID ET SES PARTENAIRES À TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

- ADEMA
Ansann pou youn Deman Miyò an Ayiti
- CROSE
Coordination Régionale des Organisations du Sud Est
- GRAMIR
Groupe de Recherche et d'Appui au Milieu Rural
- IRAM
Institut de Recherches et d'Applications des Initiatives de Développement
- ITECA
Institut de Technologie et d'Animation
- Médecins Du Monde Canada



SÉNÉGAL

- Agence Régionale de Développement de Fatik
- ONG des villageois de Ndem
- Région Nouvelle-Aquitaine

BURKINA FASO

- SEEPAT
Savoirs / Environnement / Eau Potable et l'Assainissement pour tous



SÉNÉGAL

FRANCE

- Accimatera
- Biobeebox
- Bordeaux INP
- Coordination Sud
- ENSIP Poitiers
- ENSAM Bordeaux
École Nationale Supérieure d'Ingénieurs de Poitiers
- GERES
École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers
- Groupement pour l'Exploitation Rationnelle de l'Énergie Solaire
- GRETHA
Groupe de recherche en Économie Théorique et Appliquée
- IEP Bordeaux
Institut d'Études Politiques
- IFAID
Institut de Formation et d'Appui aux Initiatives de Développement
- IAM
Institut Africain de Management
- Make Sense
- So Coopération
- Unitwin-Unesco
- Université Bordeaux
- Université Poitiers



FRANCE

BÉNIN

CONGO BRAZZAVILLE

- APDPA-PV
Association pour la Défense des Peuples Autochtones et des Populations Vulnérables
- ASDB
Association des Salésiens de Don Bosco
- CERPAC
Centre d'Échanges et de Ressources Pour la Promotion des Actions Communautaires
- Fondation NIOSI
- IECD
Institut Européen de Coopération et de Développement



TCHAD

TCHAD

- AGIR-CCAG
- Mairie de Moundou
- PADIÈSE
Partenariat pour l'Accès et le Développement des Innovations en Éducation, Santé et Environnement
- UFEF
Union des Femmes pour la Paix

COMORES

- 2Mains
- AOCOF
- Dahari
- EGIS
- MAEECHA
Mouvement Associatif pour l'Éducation et l'Égalité des Chânes
- Mairie de Ouani
- Planète Bois
- UCEA
Union des Comités de l'Eau Anjouan



CONGO BRAZZAVILLE

MADAGASCAR

- 4 intercommunalités de la Région Itasy
- Cœur de Forêt
- Région Itasy
- Région Nouvelle-Aquitaine



LES PROJETS D'ID DANS LE MONDE EN 2019

TCHAD

Depuis 2004



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> Filière Cuiseurs Économiques (FCE2)
Moundou 2018-2021 (Phase 2)



ÉDUCATION

> Maintien des filles à l'école (Kos Guel Ne Ndo)
Moundou et sa région 2015-2019

> Programme d'Amélioration de la Qualité de l'Éducation Primaire dans 50 écoles (PAQEPP)
N'Djamena et Moundou 2018-2021



EAU, ASSAINISSEMENT & DÉCHETS

> Consolidation du service public de l'eau dans le sud du Tchad et amélioration de l'assainissement et de la gestion des boues à Moundou
Moundou 2016-2020 (Phase 3)

> Projet de Lutte contre les Inondations à Moundou (PLIM)
Moundou 2018-2021



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> Le développement local pour renforcer la commune de Moundou et sa gouvernance (Kommand 3)
Commune de Moundou 2018-2021

En 2019, Poitiers et Moundou ont célébré les 30 ans de jumelage entre les deux villes.



BURKINA FASO

Depuis 2019



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> Système pérenne de diffusion de kits solaires dans la région de Bobo-Dioulasso (ENERLIENCE), projet en partenariat avec l'ONG locale SEEPAT
Bobo-Dioulasso et communes alentours 2018-2020

FRANCE

Depuis 2019



ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ ET À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

> Développons Ensemble une Fabrique à Innovations Solidaires (DÉFIS), initié par Projets Solidaires
France, Afrique et Haïti 2019-2020



COMORES

Depuis 1996



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> Filière Cuiseurs Économiques (FCE2)
Île d'Anjouan 2018-2020 (Phase 2)

> Filière Ylang Ylang et Développement Éco-Responsable (FYDECO)
Îles d'Anjouan et de Mohéli 2019-2022

> Approche Orientée Changement auprès des acteurs de la filière Ylang, Haut-Nyumakélé, Île d'Anjouan



EAU, ASSAINISSEMENT & DÉCHETS

> Consolidation du Service Public d'Eau Potable et Amélioration de l'Assainissement des Eaux Usées de Ouani (AEPA)
Commune de Ouani, Île d'Anjouan 2016-2020

MADAGASCAR

Depuis 2019



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> Programme d'Appui à la Gouvernance locale en Itasy (PAGLI)
15 communes de la Région Itasy 2019-2022



MULTIPAYS

Depuis 2012



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> Convention programme Développement Local Bénin, Comores, Congo Brazzaville, Haïti et Tchad 2018-2021 (Phase 3)



PARTENARIAT & RENFORCEMENT DES ACTEURS

> Dispositifs d'Implication des Acteurs et de Renforcement des Organisations (DIARO)
Bénin, Comores, Congo, Haïti, Madagascar et Sénégal 2017-2020 (Phase 1)



HAÏTI

Depuis 1994

SANTÉ

> **Appui à la Santé Materno-Infantile et aux services de Santé Sexuelle et Reproductive (TIMAMA)**
Département du Nord-Ouest 2016-2019

> **Appui à des filières de productions locales** pour améliorer la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle des populations vulnérables et renforcer leur résilience (**FSTP**)
Bas Nord-Ouest 2016-2019



> **Approche Orientée Changement** auprès des acteurs de la santé alimentaire et nutritionnelle, *Bombardopolis*

> **Appui à la résilience en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle** dans le Bas Nord-Ouest par une approche systémique et le renforcement des capacités des acteurs communautaires et institutionnels (**Pro Résilience**)
Communes de Jean-Rabel et Môle-Saint-Nicolas 2017-2019

> **RenFORcement du Système de santé et des acteurs du Nord-Ouest face à la malNUTrition - (FORSNUT)**
Département du Nord-Ouest 2019-2022

CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> **Développement Local** : COncertations Locales pour les Initiatives de Base Renforcées et Intégrées COLIBRI 2
Saint Louis du Nord, Île de la Tortue, Anse à Foleur, Môle-Saint-Nicolas, Jean-Rabel, Baie de Henne et Bombardopolis 2018-2021

> **Programme d'Appui à la GOUVERNANCE Décentralisée (PAGODE)**, en partenariat avec 3 ONG haïtiennes CROSE, GRAMIR, ITECA et une ONG française IRAM. Ce programme soutenu par la coopération suisse ouvre une nouvelle zone d'intervention pour ID dans le grand sud haïtien
Départements du Sud-Est, du Sud et de Grand'Anse

PARTENARIAT & RENFORCEMENT DES ACTEURS

> **Accompagnement et renforcement organisationnel et institutionnel** auprès des associations bénéficiaires du dispositif Projets Innovants des Sociétés Civiles et Coalitions d'Acteurs de l'Ambassade de France en Haïti (**PISCCA**)
À l'échelle nationale 2019-2021

CONGO BRAZZAVILLE

Depuis 2004

CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> **Filière Cuiseurs Économes (FCE2)**
Brazzaville et Pointe Noire 2018-2020 (Phase 2)

> **Appui au développement d'INITIATIVES ÉCONOMIQUES innovantes** et ayant un impact environnemental positif (**INECO**)
Département de la Bouenza 2016-2019



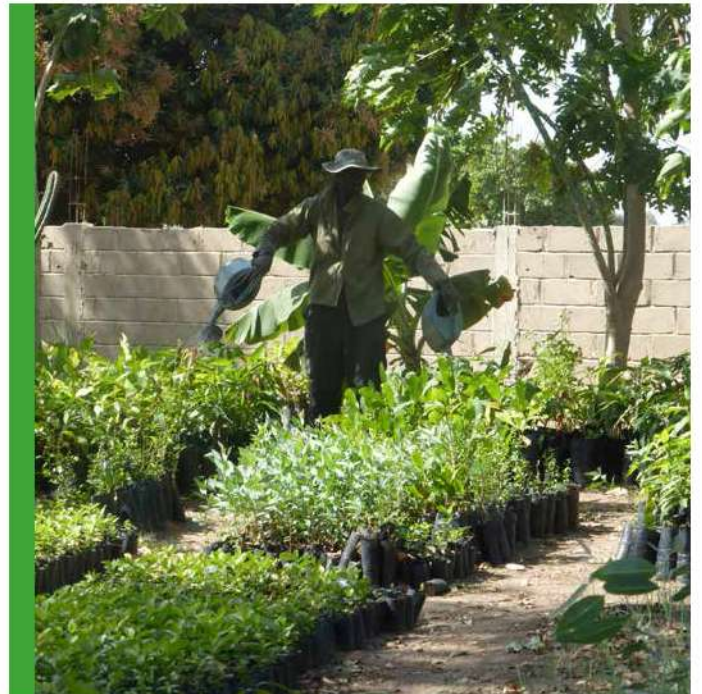
CITOYENNETÉ & TERRITOIRES

> **Renforcer dans trois districts de la Lékoumou le rôle de la société civile pour promouvoir le respect des droits humains et consolider l'Etat de droit**
Département de la Lékoumou 2018-2021



> **ÉCONomie et Développement Local (Ecodel)**
Départements du Pool et de la Bouenza - 2016-2020

> **Renforcement Organisationnel et Institutionnel** auprès de 5 Comités et 6 organisations paysannes



SÉNÉGAL

Depuis 2014

CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT

> **Appui au développement des énergies renouvelables (PRODER)**
Région de Fatick 2014-2021



> **Renforcement et Développement de l'entreprise Yaakaar Environnement (YE)**, entreprise de production et de distribution de biocombustibles, projet initié par Projets Solidaires et l'ONG des villageois de NDem
Ville de Mbacké-Touba 2018-2020

Les projets d'ID au Sénégal répondent au mieux aux enjeux de la lutte contre le dérèglement climatique portée par ID : agir à la fois sur la préservation de la ressource en bois en proposant des solutions alternatives de cuisson domestique et d'électricité, tout en menant des opérations de reforestation communautaire. Ces activités sont toutes menées dans l'objectif de renforcer les filières économiques de la région.

LES GRANDES THÉMATIQUES D'ID



Nos projets comportent systématiquement un objectif de renforcement des capacités afin de donner les moyens aux organisations de la société civile, collectivités et individus de gérer par et pour eux mêmes leurs propres réponses aux grands enjeux de leur territoire.



CITOYENNETÉ & TERRITOIRES // 34.2%

- > Encourager une gouvernance permettant la participation des citoyen.ne.s dans la définition de politiques publiques locales répondant aux besoins des habitant.e.s
- > Accompagner la consolidation des acteurs institutionnels, notamment les collectivités territoriales, à même de porter un développement inclusif, concerté et durable
- > Renforcer les sociétés civiles locales afin qu'elles contribuent à l'amélioration des conditions de vie des habitant.e.s du territoire

30 communes, **4** intercommunalités et **3** départements accompagnés par les équipes d'ID
95 Organisations de la Société Civile (OSC) renforcées et en capacité de participer au développement de leur territoire
1 452 000 habitant.e.s bénéficient des projets d'ID



SANTÉ // 22.6%

- > Proposer une offre de santé coordonnée et accessible aux plus vulnérables
- > Renforcer les systèmes de santé pour améliorer l'accès à des services de qualité
- > Former et sensibiliser à la Santé Sexuelle et Reproductive, à la Santé Materno-Infantile et à la sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

13 structures de santé offrant des services de qualité pour la femme et l'enfant
6 structures de santé réhabilitées
7 000 enfants dépistés de la malnutrition
1 000 femmes sensibilisées à la diffusion de messages de promotion à la santé (hygiène, nutrition, santé sexuelle et reproductive)



EAU, ASSAINISSEMENT & DÉCHETS // 14.8%

- > Garantir au plus grand nombre un accès équitable et durable à un service d'eau de qualité
- > Garantir la pérennité des services d'eau, d'assainissement et/ou de gestion des déchets solides
- > Appuyer les collectivités territoriales pour la bonne gouvernance des services eau, assainissement et déchets
- > Former et renforcer les structures responsables de la gestion des services et de l'entretien des réseaux : construction d'infrastructures campagne d'adhésion aux services proposés et information/sensibilisation sur l'hygiène et l'assainissement

11 500 mètres linéaires de caniveaux curés
15 000 mètres linéaires de conduites d'eau installés
90 latrines construites localement et vendues
13 bornes fontaines construites
500 mètres cube de déchets évacués des caniveaux
61 000 personnes formées aux principes de l'hygiène et aux enjeux de l'assainissement
20 entrepreneurs locaux bénéficiant des projets assainissement d'ID
400 emplois créés pour gérer le curage



CLIMAT, ÉNERGIE & FORÊT // 23%

> **Préserver les ressources naturelles** en proposant des solutions alternatives adaptées au plus grand nombre

> **Accéder à des ressources énergétiques** en favorisant les dynamiques locales, l'emploi et la gestion raisonnée des ressources dans le contexte généralisé de dérèglement climatique.

> **Appui au développement économique de filières énergies**, efficacité énergétique, gestion des ressources naturelles, actions de reboisement et accompagnement des acteurs économiques impliqués dans ces domaines.

3 600 tonnes de bois économisées en 2019 grâce aux Unités de Distillation à Foyer Économies soit environ **2 000** manguiers adultes

2 900 foyers améliorés vendus

159 000 arbres plantés

750 kits solaires vendus

230 artisans soudeurs ou forgerons formés à la fabrication d'équipement de cuisson de qualité (cuiseurs ou foyers de distillation)

350 revendeurs formés à la gestion d'entreprise

1 150 agriculteurs-pépiniéristes formés aux techniques de gestion durable

8 500 personnes formées et sensibilisées aux enjeux de la préservation des écosystèmes



ÉDUCATION // 5.4%

> **Améliorer l'environnement scolaire** pour une éducation de base de qualité

> **Renforcer les actrices et les acteurs de l'école** : institutions et individus, formation des maîtres et des maîtresses

> **Appuyer les associations** en charge de la gestion des écoles

98 000 personnes bénéficiant directement des programmes éducation d'ID dont **86 000** enfants ayant accès à une scolarité améliorée

75 écoles accompagnées dans le cadre d'un projet d'ID (FISONG + PAQEPP)

150 associations de parents éducateurs formées à la gestion de l'école

1 200 maître.sse.s renforcé.e.s dans leurs compétences pédagogiques

1 forum national sur la déperdition scolaire des filles organisé par l'Organisation Internationale de la Francophonie avec la participation d'ID

OBJECTIF ODD, ID EN ACTION

Face aux grands enjeux du siècle, lutte contre le dérèglement climatique, participation citoyenne, développement économique soutenable, ID porte des projets à forte valeur sociétale. Notre ambition : que chaque personne se sente investie et actrice du développement de son territoire.

POUR DES IMPACTS POSITIFS, ID A FAIT LE CHOIX DE

> **Travailler à l'échelle du territoire** : une ville, un quartier, une aire de desserte sanitaire ou un bassin versant... Notre intervention se positionne au plus près des besoins et ressources des citoyennes et citoyens en matière de santé, d'agriculture, d'éducation et de développement économique

> **Renforcer les compétences des personnes, des organisations de la société civile et des collectivités** : ce sont les acteurs positifs du développement, les réponses et les actions qui en découlent doivent être portées par celles et ceux qui identifient le mieux les défis à relever et les actions nécessaires

> **Lutter contre le changement climatique** : Sécheresses, inondations, tempêtes, autant de phénomènes climatiques extrêmes qui se multiplient... les conséquences des dérèglements climatiques sont démultipliées sur des populations déjà très vulnérables. ID travaille à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et renforce les capacités des populations face aux impacts du changement climatique.



ID : UN AN D' ACTIONS

JANVIER

Mettre les droits humains au cœur de l'engagement des citoyennes et des citoyens
 Depuis 2016, ID mène un projet de développement dans le département de la Dôkoumou qui allie respect, des ressources naturelles et engagement des habitants et habitantes.
 Cette année ID a intensifié son travail en mettant un accent particulier sur la lutte contre les stigmatisations des femmes, des jeunes et des populations autochtones, pour favoriser leur participation active.
#DéveloppementLocal #Egalité

MARS

Imaginer le développement d'Haïti autrement
 « Haïti : théâtre de l'aide au développement ? » Sous le prisme de la littérature et du développement, une interrogation portée par les échanges entre ID, So Coopération et l'écrivain Guy Régis Junior lors de la « semaine des Afriques » organisée à Bordeaux.
#tableronde

MAI

ID « fait genre »
 À l'issue de plusieurs mois de réflexions et de travail, ID intègre sa stratégie genre à l'échelle de l'organisation.
#Egalité

JUIN

Tongasoa eto Madagascar ID !
 ID lance son premier projet à Madagascar dans la Région Itasy, le Programme d'Appui à la Gouvernance Locale en Itasy (PAGLI)
#NouveauProjet #Madagascar

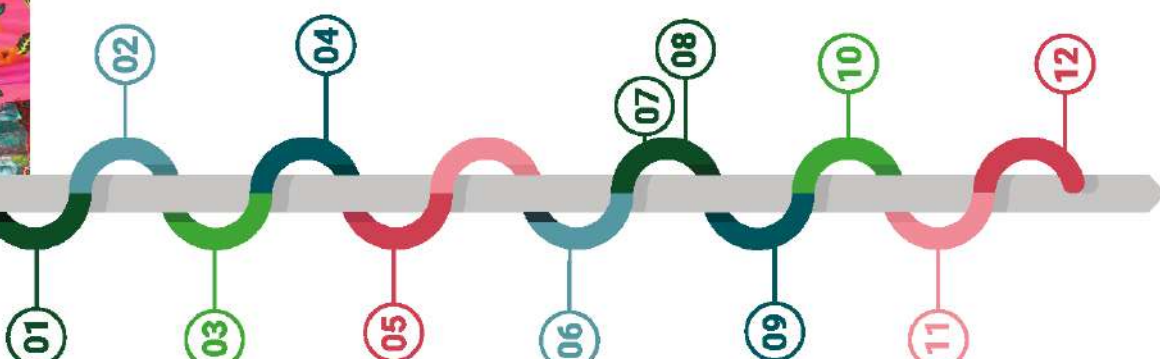
SEPTEMBRE

Haïti lock, mais Nord-Ouest à bloc !
 Plus que jamais, la décentralisation doit être au cœur du projet de société en Haïti !
 Des mois de crise institutionnelle dans le pays qui n'ont pas empêché les équipes d'ID de travailler avec les associations locales et les partenaires institutionnels
#Blocage #CriseInstitutionnelle

NOVEMBRE

Pour le climat, la jeunesse d'ici se mobilise pour des projets là-bas
 Un lancement sous les meilleurs auspices, une salle comble et des intervenants de choix : Bernard Legube, professeur émérite du laboratoire Acclimatera, Boubakar Sock, architecte et Maire Toussaint, eurodéputée à l'initiative de « Notre affaire à tous » tout.e.s aussi inspirant.e.s pour le lancement de DEFIS à Sciences Po Bordeaux.
 ID ouvre son antenne à Bordeaux.
#DEFIS #Inauguration #EngagementdesJeunes #LutteContreLeDérèglementClimatique

2019



FÉVRIER

Rencontre inter-pays pour une citoyenneté renforcée
 Une rencontre annuelle au sommet pour les équipes du Bénin, du Congo Brazzaville, du Tchad, d'Haïti et des Comores sous le signe de la réflexion et de l'échange de bonnes pratiques pour des projets de développement local toujours plus efficaces au service des citoyennes et des citoyens.
#DevelopmentLocal #sociétécivile #collectivité #empowerment #citoyenneté

AVRIL

Pour des énergies renouvelables accessibles : penser global, produire local
 Que ce soit à Brazzaville, à Fatick ou à Anjouan, les projecteurs étaient braqués sur les actrices et acteurs de la production locale : agricultrices et agricultrices, artisans, entrepreneurses et entrepreneurs. Car pour ID, développer les énergies renouvelables c'est faciliter le lien direct entre producteur et consommateur !
#FORUM #ConsommationResponsable #ProductionLocale

JUILLET/AOÛT

L'union fait la force
 Lors de l'Assemblée Générale, ID et Projets Solidaires fusionnent en présence de 60 participantes et participants.
#Fusion #ObjectifCommun

OCTOBRE

Participer à l'alliance des collectivités locales pour le Sahel
 Une occasion unique de participer à un forum réunissant plus de 600 personnes représentant 15 pays d'Afrique de l'Ouest et de célébrer 30 ans de coopération entre les villes de Poitiers et de Moundou
#TeresAissise #Sahelienne #Cooperation Decentralisee

DÉCEMBRE

En Haïti, construire la sécurité pour les mères et leurs enfants
 Grâce au soutien de l'AFD, et en partenariat étroit avec le Ministère de la Santé Publique et de la Population (MSP), la Direction Sanitaire du Nord-Ouest (DSNO), et la Direction du centre de santé de Bombardopolis (HEB) la commune de Bombardopolis voit inaugurée sa maternité flambant neuve au bénéfice des populations du Bas Nord-Ouest.
#Haïti #Développement #SantéMaternelInfantile



UN AN D' ENGAGEMENT

ID est engagée depuis plus de 25 ans sur des projets de terrain à l'international. Intensifier notre engagement aux côtés de collectifs d'associations en ralliant des campagnes nationales et internationales, c'est également renforcer notre ambition et notre action.

#act4amazonia

L'AMAZONIE EST EN FEU ! Face à cette catastrophe plus de 50 organisations se mobilisent pour dénoncer l'urgence d'agir, dont *amazonia* et *On est prêt*, communautés d'organisations engagées dans la lutte contre la déforestation et la restauration des écosystèmes par l'arbre. ID se joint à l'appel #Act4Amazonia pour appeler les décideurs à passer des intentions aux actes en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique.
<https://al4trees.org/campagnes/act4amazonia/>

AIDE FRANÇAISE AU DÉVELOPPEMENT Une hausse insuffisante pour lutter durablement contre les inégalités. Face à l'urgence climatique et sociale, ID se joint aux 50 associations signataires de cette tribune portée par Coordination Sud pour un investissement politique massif en faveur de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.
<https://www.coordinationaids.org/fr/communiqués-de-presse/aide-francaise-au-developpement-une-hausse-insuffisante-pour-lutter-durablement-contre-les-inegalites-mondiales/>

L'EAU EST UN DROIT ELLE NE SE MÉRITE PAS !
 2,2 milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et 4,4 milliards n'ont pas accès à des toilettes. Une situation intolérable car l'accès à l'eau et à l'assainissement doit être un droit fondamental !
 À l'occasion des élections municipales et pour porter cet enjeu auprès des maires, ID rejoint la campagne lancée par Coalition Eau et signée par 50 ONG.
<http://leau.lesundroit.fr/>

NEUTRALITÉ CARBONE DES ENTREPRISES. NE PLUS SE MENTIR. Réduire les émissions de carbone à la source, prendre une part active à la baisse des émissions mondiales et renforcer une partie de l'effort de conservation et de développement des puits de carbone, 3 objectifs portés par 46 organisations signataires de cette tribune.
<https://rd-0.org/neutralite-carbone-des-entreprises-ne-plus-se-mentir/>

JOURNÉE MONDIALE DE LA COUVERTURE SANTÉ UNIVERSELLE Plus de 800 millions de personnes dépendent au moins 10% du budget du ménage pour leurs dépenses de santé et au moins la moitié de la population mondiale ne peut pas obtenir les services de santé essentiels dont elle a besoin.
 Depuis sa création en 1984, ID s'engage pour l'accès à la santé en renforçant les compétences des institutions, des centres de santé et des personnels, une des composantes essentielles de la couverture santé universelle.
<https://www.un.org/fr/observance/journee-mondiale-sante-universelle-covers-04-09>

LE PÔLE PARTENARIAT ET RENFORCEMENT DES ACTEURS

CHANGER DE REGARD SUR LA PLACE DES ACTRICES ET DES ACTEURS DANS LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

ID bénéficie d'une expérience de 25 ans sur le terrain dans des projets d'accès aux besoins de base pour les plus démunis. Notre ADN axé sur le renforcement des compétences des actrices et des acteurs, nous a poussés à adopter notre mode d'intervention leur permettant de prendre peu à peu toute leur place.

Afin d'opérer ce changement, dès 2013, ID a créé le pôle Partenariat et Renforcement des acteurs (PAR) pour mettre l'émergence, la structuration et l'autonomie des actrices et des acteurs au cœur de sa logique d'intervention.

« L'autonomie d'un acteur se conçoit comme la capacité à répondre à ses propres enjeux : selon ses propres objectifs, en décidant sa stratégie et en la mettant en œuvre en lien avec l'ensemble des parties prenantes avec qui il souhaite collaborer en interdépendance. »

Gaëlle GANDEMA, responsable du pôle PAR

Depuis sa création, le PAR expérimente des approches méthodologiques innovantes permettant de mieux accompagner les initiatives des actrices et des acteurs, au sein des projets menés par ID et/ou par ses partenaires : **les Approches Orientées Changement (AOC) et la démarche de Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI).**



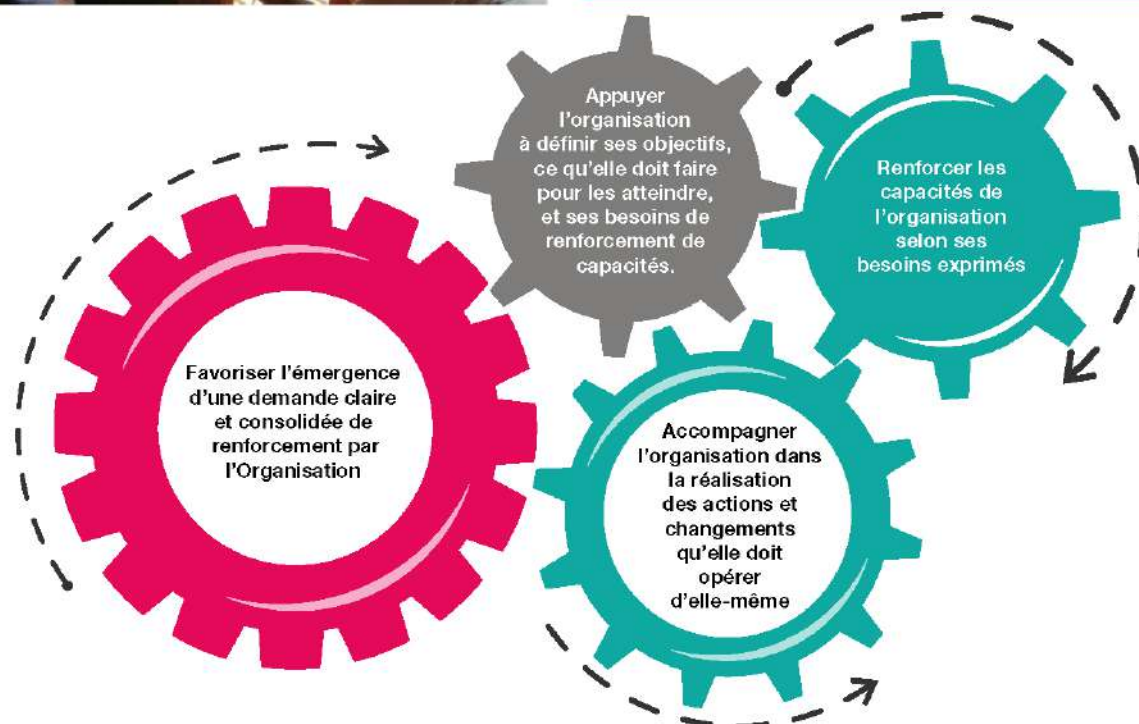
RENFORCER LE POUVOIR D'AGIR DES ORGANISATIONS EN LES ACCOMPAGNANT DANS LEUR STRUCTURATION : L'APPROCHE DE RENFORCEMENT ORGANISATIONNEL ET INSTITUTIONNEL (ROI)

Le pôle PAR d'ID travaille avec différents types d'organisations de la société civile : **organisations communautaires, associations citoyennes, réseaux d'associations, ONG locales partenaires, etc.** Le processus d'accompagnement s'adapte aux spécificités de chaque structure selon ses attentes et prend en considération sa taille, sa nature et son degré de structuration.

Un des premiers principes d'intervention du PAR est d'amener les organisations à identifier elles-mêmes leurs besoins en renforcement à partir de leurs propres objectifs et en fonction de leur diagnostic interne ; cette étape initiale compte autant que les actions de renforcement qui sont menées pour répondre aux besoins car elle contribue à renforcer le pouvoir d'agir des organisations : **implication des actrices et acteurs, respect de leur autonomie, responsabilités assumées et capacité d'agir renforcée.**

« Désormais nous avons un objectif à atteindre, ce qui nous a amenés à être encore plus actifs sur le terrain pour pouvoir atteindre l'objectif que nous nous sommes fixés. Désormais, nous avons une vision pour notre association jusqu'en 2025. »

Adjambé Dominique, président de l'Association de Consommateurs d'Eau Potable de Zè au Bénin



RENFORCEMENT DE L'AUTONOMIE DE L'ORGANISATION

ACCOMPAGNER LES COMMUNAUTÉS À DEVENIR ACTRICES DE LA TRANSFORMATION GRÂCE À L'APPROCHE ORIENTÉE CHANGEMENT (AOC)

Nous considérons que les actrices et les acteurs locaux détiennent les clés pour améliorer eux-mêmes et elles-mêmes leur situation. Il leur appartient donc de définir leur propre stratégie d'amélioration et de mobilisation.

En complément des apports extérieurs, l'approche Orientée Changement (AOC) permet ainsi de motiver ces communautés à agir directement sur leurs conditions de vie, de manière librement consentie et éclairée.

Par une démarche d'animation très participative, il s'agit de les appuyer à analyser une situation problématique, puis à se projeter vers une vision d'amélioration et enfin à identifier les changements individuels et collectifs qu'elles sont prêtes à réaliser pour contribuer à l'objectif recherché.

Par exemple, l'AOC a été mise en oeuvre auprès des actrices et acteurs de la filière de production d'huile essentielle d'Ylang-Ylang aux Comores (île d'Anjouan). Cueilleuses et producteurs de fleurs, distillateurs et manoeuvres de distillation, habituellement en concurrence et pourtant interdépendant.e.s, ont défini une vision commune concernant leur filière et les changements nécessaires pour chacun.e., dans un esprit collaboratif. Une dynamique très positive a été initiée et a abouti à des résultats à leur initiative : amélioration des conditions de travail des manoeuvres, alphabétisation des cueilleuses pour leur permettre de négocier le juste prix de leur travail, amélioration de la qualité des huiles essentielles... De même, les échanges et coopérations nouées spontanément, ont permis un alignement des prix de vente des huiles essentielles et des échanges de bonnes pratiques sur les processus de distillation. C'est toute la filière qui a bénéficié des impacts.

« L'AOC est une solution pour résoudre les conflits ; cela a permis aux actrices et aux acteurs de prendre conscience que pour résoudre les problèmes et se développer, ils sont les premiers maillons. »

Zaïdou Oumani, animateur spécialisé énergie du programme FYDAFE aux Comores



DES ÉVOLUTIONS SIGNIFICATIVES AU SEIN DES ÉQUIPES



JULIE GASTON,
Responsable du programme
FY-DECO pendant 3 ans

« Avec l'AOC, l'équipe va à la rencontre des acteurs et les écoute. Nous travaillons uniquement avec des acteurs qui veulent s'impliquer, avec ceux qui sont vraiment moteurs. Nous les mettons en responsabilité, ça a suscité une vraie qualité d'échanges avec les collaborateurs, ça a démultiplié notre confiance mutuelle. Une des clés, c'est d'accepter l'idée que tu n'es qu'un rouage dans une mécanique. »



ARNAUD HOUNDEDANA,
Animateur de l'ONG GRAIND
au Bénin (partenaire sur le programme
Développement Local d'ID)

« Ça a été une expérience à part entière car la posture impulsée par le PAR n'est pas la même en matière d'animation qu'à l'habitude où c'est plus direct ; il faut apprendre à lâcher prise, car tout devait provenir des actrices et acteurs. Vous devez trouver les mots justes pour redire, reposer la même question autrement jusqu'à ce que la réponse provienne d'eux-mêmes »

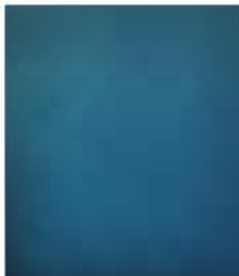
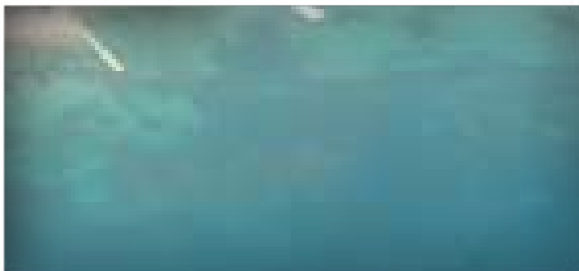
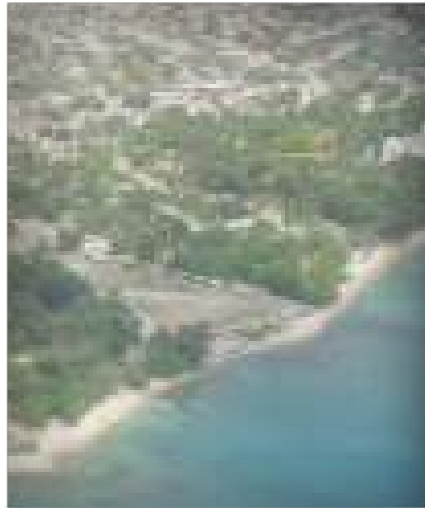
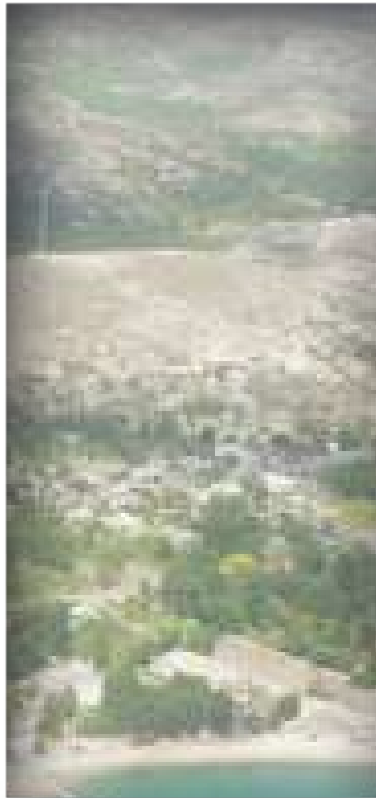
23
ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ
CIVILE
accompagnées
dans leur processus
de structuration

1 085 000
BÉNÉFICIAIRES
indirects des projets
dans les zones des projets
qui incluent une approche
AOC/ROI animée
par le PAR

526
MEMBRES
d'organisations
de la société civile
ou actrices et acteurs
de la communauté
qui bénéficient
d'une approche
ROI/AOC

50
MEMBRES
des équipes ID
ou partenaires (19 pour ID et
31 pour les partenaires)
bénéficiaires d'un appui
/ transfert de compétence
pour la mise en oeuvre
des approches
ROI/AOC

PAYS 2019



COMORES

Une année de renouvellement des ressources humaines dans un contexte politique et climatique difficile pour certains Programmes

Un climat politique sous tension

Tout au long de l'année 2019 le contexte politique et social des Comores est resté tendu suite aux résultats- très contestés- des élections présidentielles du mois de mars 2019. Des manifestations en Grande Comore au mois de Mars ont été violemment réprimées.

La première moitié de l'année a connu un vide institutionnel au niveau des instances étatiques jusqu'à la nomination de la nouvelle configuration du Gouvernement, ce qui a compliqué les échanges avec les autorités nationales et régionales (insulaires).

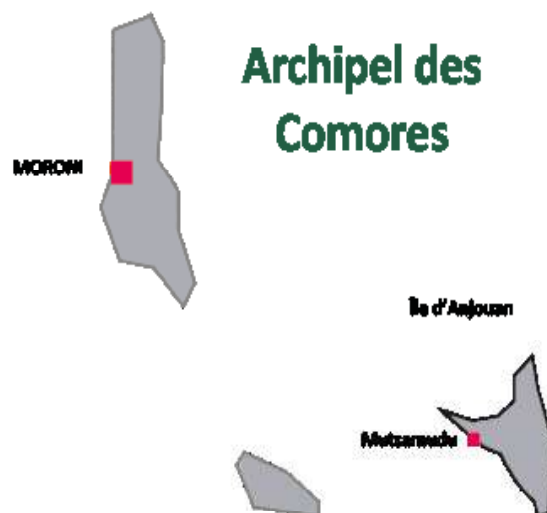
Des événements naturels inquiétants

L'année 2019 a également connu des manifestations concrètes liées au changement climatique en cours : le cyclone Keneth avec des lourdes conséquences matérielles (cultures, habitations, ...), a touché les Comores au mois d'Avril, en dehors de la période cyclonique et sous un régime de vents inhabituels. Keneth a aussi impacté un des projets d'Adduction en Eau Potable dans lesquels ID est impliquée (AEP Domoni) et a obligé l'arrêt des travaux.

Des incertitudes quant à la coopération France-Comores

Le Plan de Développement France –Comores (PDFC), a été signé le 22 juillet entre les présidents des deux pays. Beaucoup d'expectatives sur les fonds prévus pour l'aide au développement des Comores, une enveloppe de 150 millions d'euros, dont une part importante dédiée à l'île d'Anjouan.

Les grandes lignes des projets du PDFC, dans les domaines du développement rural, des filières de rente, de la création d'emploi durable et de l'insertion professionnelle des jeunes et des femmes ont été esquissées à partir des conclusions des multiples missions et études de faisabilité qui ont eu lieu tout au long de l'année, sans que pour autant les formulations concrètes soient définies et donc sans possibilité pour ID de penser à de nouveaux projets.



Une nouvelle équipe projets aux manettes

Au sein d'ID, l'année aura été marquée par l'arrivée de nouvelles Ressources humaines : à la tête des programmes Climat Énergie Forêt et Eau Assainissement Déchets ainsi que d'une nouvelle Directrice Pays. La direction d'ID-Comores s'installe en Grande Comore afin de faciliter les relations institutionnelles (bailleurs, partenaires, ...) et aussi les déplacements à Madagascar, puisqu'il s'agit en fait d'une Direction des deux Pays – encore une nouveauté !



Des problèmes sociaux à l'origine des interruptions de projets Eau Assainissement Déchets

Le projet d'adduction d'eau potable à Ouani a péni-blement continué ses d'activités dans un contexte social extrêmement difficile- et a vu sa composante assainissement annulée. En octobre, la gestion du service d'eau potable, déjà opérationnel sur certains quartiers, a été pris-par la force- par un groupe d'opposants à l'équipe municipale en place.

Le projet de réduction des déchets, Warafu, a été mis mis en pause pour repenser sa localisation et son approche : co-élaboration de projet dans la Cuvette de Anjouan entre les quelques initiatives locales et ID, conduite d'une étude socioanthropologique à réaliser au préalable.

Le projet FY-DECO toujours en bonne voie malgré une inflexion du marché mondial de l'Ylang Ylang

Du côté du projet Filière Ylang-Ylang, le marché comorien de l'Ylang-Ylang a été fortement impacté par le ralentissement des exportations mondiales en 2019. Cet évènement a donc ralenti la diffusion des UDAFE (Unités de Distillation à Foyer Économique). En revanche une nette amélioration de l'efficacité énergétique de celles-ci sera bientôt possible grâce aux travaux de prototypage de notre partenaire Planète Bois et de l'ensemble de l'équipe FYDECO qui s'est bien appropriée la technologie du procédé de combustion latérale inférieure : 70 à 80 % de bois seront économisés lors de la distillation des fleurs d'ylang-ylang et autant d'arbres sauvés. Au-delà de l'amélioration de la marge commerciale des distillateurs, ... que des bénéfices !!

Le volet reboisement, en partenariat avec DAHARI, avance bien, il a permis la distribution de 28 174 plants originaires de trois pépinières communautaires d'Anjouan, pour un objectif de 25 000 arbres plantés. Des difficultés de financement pour le FYDECO commencent à se faire sentir avec la dissolution d'un des bailleurs, le Natural Resources Stewardship Circle (NRSC). Un nouveau partenaire local, la SCR Trading, très convaincu par le nouveau prototype d'UDAFE, a rejoint les bailleurs en cours d'année.

Par ailleurs les exploits du FYDAFE, devenu FYDECO en cours d'année se répandent dans la Région : des UDAFE made in Comoros, arrivent à Madagascar et ... ce n'est que le début !

La filière Cuiseurs Économiques de plus en plus autonome

Le projet Filière Cuiseurs Economiques (FCE) continue de mettre l'accent sur l'autonomisation des artisans producteurs des foyers et sur la commercialisation : la Grande Comore s'associe à la Filière avec de nouveaux producteurs et distributeurs. Un Club de soudeurs a été créé à Anjouan, qui promet d'assurer la pérennité des résultats du projet et aussi de développer de nouvelles technologies (solaire) et matériaux (déchets de tôle) pour améliorer les produits et les ventes de la Filière. Ceci est un des résultats du voyage d'études et partage d'expériences des artisans soudeurs anjouanais à Madagascar au mois de Novembre : des découvertes, des échanges, des idées !



La Société civile surtout sur la base d'une expertise spécifique et culturellement adaptée, en responsabilité souvent sur des activités importantes.

- DAHARI : ONG comorienne partenaire du projet FYDAFE, devenu FYDECO, pour la mise en œuvre des activités de reboisement
- 2 Mains : ONG comorienne partenaire du projet FYDAFE, devenu FYDECO, pour la structuration de la filière et pour la formation des soudeurs.
- MAEECHA : ONG comorienne partenaire d'ID dans le cadre de la convention-programme multi-pays « Développement local » et mettant en œuvre l'ensemble des activités dans 2 communes de Grande Comore (Mitsamiouli, Nyumakomo).
- UCEA : l'Union des Comités d'Eau d'Anjouan est co-maître d'ouvrage du projet AEPA Ouani.
- Les Associations locales distributrices de Bako Djema (ciseurs économes) ;, le RNFD¹ et SYAH² Comores en Grande Comore et à Anjouan, Mawatoinya, Les Echos, Karibu et AJCDE³. En raison de leur connaissance des contextes, elles constituent des partenaires incontournables pour la sensibilisation à l'utilisation et la vente des Ciseurs Economes.

Des acteurs institutionnels pour un ancrage dans les politiques publiques, une dissémination de nos actions et un « portage politique » des actions et innovations.

- La Mairie de Ouani : est co-maître d'ouvrage du projet AEPA Ouani.
- Le Ministère de l'Agriculture, l'Environnement et la Pêche, a été informé des actions d'ID dans les domaines des filières de rente durables (ylang-ylang), de l'énergie et de la réduction des impacts sur les ressources naturelles.

Des entrepreneurs privés/appui au secteur privé, petits entrepreneurs souvent informels :

- Soco H2O : entreprise gestionnaire du service d'eau potable à Ouani (pendant quelques mois)
- Soco Haidar : entreprise responsable des travaux d'adduction d'eau potable à Ouani
- Artisans et distributeurs des foyers économes.
- Atelier de Soudure Professionnelle (ASP) en capacité de construire en autonomie des équipements d'efficacité énergétique pour la distillation d'huile essentielle ylang-ylang.
- Artisans maçons pour la construction des Unités de distillation à foyer économe, UDAFE.
- Acteurs de la filière Ylang-Ylang (producteurs, rices de fleurs ; cueilleur.ses ; manœuvres ; distillateurs.rices)



1 Réseau National des Femmes et Développement

2 Sids Youth Aims <http://www.herbierdescomores.com/index.php/syah-comores.html>

3 Association des Jeunes de Chirokomba pour le Développement et l'Environnement

Consolidation du Service Public d'Eau Potable et Amélioration de l'Assainissement des Eaux Usées de Ouani, Comores, Anjouan

 **Aux Comores, sur l'île d'Anjouan, le projet se déploie sur la localité de Ouani, voisine de la capitale de l'île, Mutsamudu. Elle compte une population d'environ 12 800 habitants.**

Le projet a démarré en Janvier 2016 et prendra fin en Mars 2020.

En 2019, un travail conséquent a été réalisé sur les activités de concertation multi-acteurs, afin de trouver une issue favorable pour le développement du service de l'eau. Le marché de travaux a été clôturé à la fin de l'année, et 5348 mètres linéaires de conduites d'eau potable ont été posés en 2019.

L'année 2019 a été marquée par plusieurs événements majeurs sur le projet. Malgré la mise en place de campagnes de sensibilisation poussées auprès de tous les habitants de Ouani, une contestation sociale récurrente s'est installée, concentrée dans le centre-ville. Un groupe d'opposants, constitué d'une vingtaine de personnes, s'est opposé au service de l'eau, réclamant tantôt la gratuité du service de l'eau, tantôt un prix forfaitaire fixe pour tout le monde, tantôt une baisse des tarifs au volume.

De nombreux paramètres, doivent être pris en compte pour expliquer la tournure des événements :

- Conflits internes et externes à Ouani
- Une instabilité politique qui a fragilisé l'autorité et la légitimité des acteurs institutionnels, au niveau national et local.

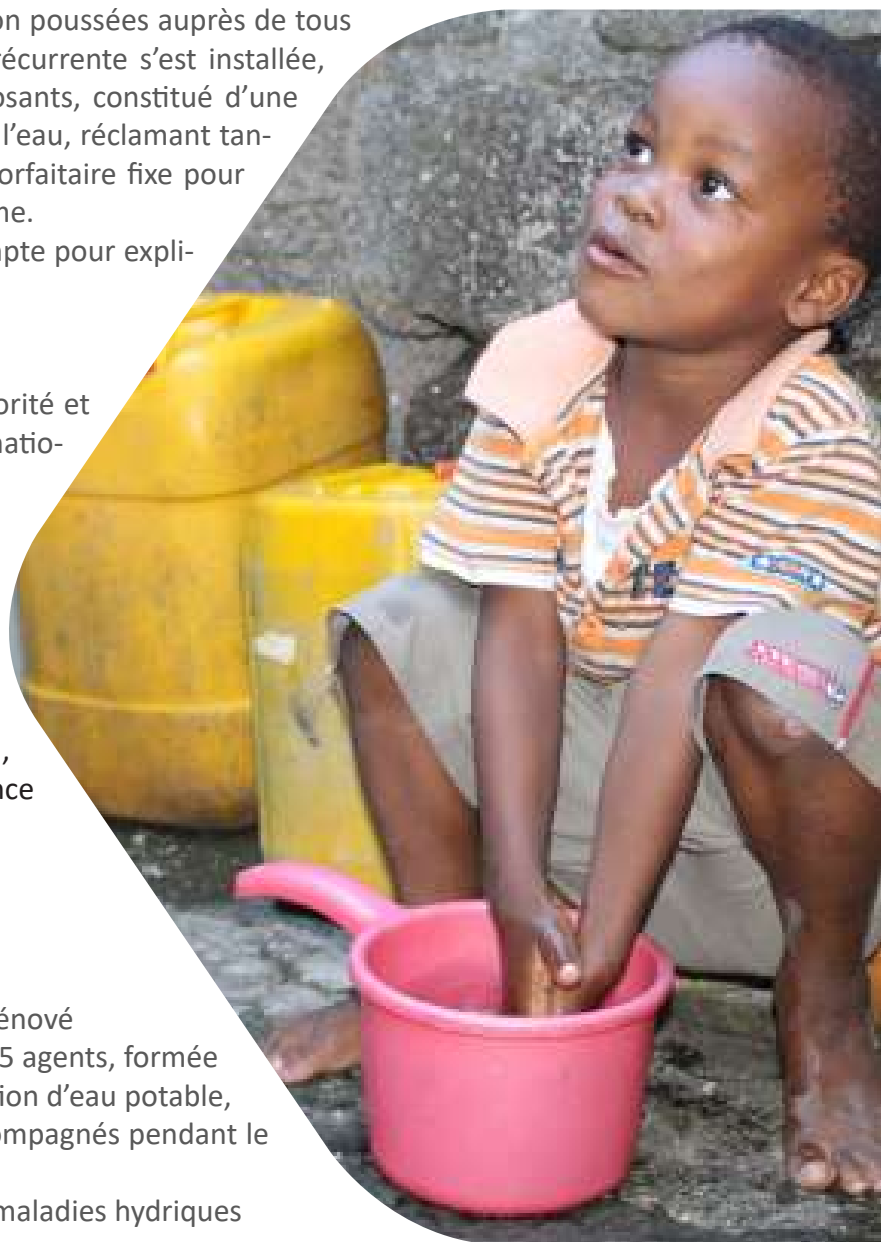
La Mairie de Ouani et l'Union des Comités de l'Eau d'Anjouan sont co-Maître d'Ouvrage du projet. Initiative Développement assure l'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la coordination générale du projet et la maîtrise d'œuvre des travaux. Le projet a bénéficié des fonds d'appui de l'AESN, du SEDIF et de la métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP).

Bénéficiaires Directs

- 12800 habitants bénéficiaires du réseau d'eau rénové
- Une équipe technique d'exploitation, d'environ 5 agents, formée au métier de la gestion d'un service de distribution d'eau potable,
- Un agent communal et 4 agents de l'UCEA accompagnés pendant le projet
- 11 700 habitants sensibilisés à l'hygiène et aux maladies hydriques

Bénéficiaires Indirects

- Les 24 200 habitants de la commune de Ouani



Salim Alifeni est chargé de mission eau assainissement déchet à la Mairie de Ouani.

« En 2016, dans le cadre de la coopération décentralisée, la Commune de Ouani, par le concours de l'AOCOF, a bénéficié un accord de financement pour la mise en place du réseau de distribution et de branchement. Ce financement vise à installer un Service Public de l'Eau (SPE). Il s'agit d'un projet dit « Amélioration en Eau Potable -AEP Ouani » régi par des engagements contractuels de la part de plusieurs parties prenantes dans le cadre de la coopération décentralisée. Depuis le 05 mai 2018, le projet AEP Ouani mené par l'ONG français « Initiative Développement » (ID) est entré dans sa phase d'exécution. Actuellement le projet AEP Ouani a permis aux quartiers rénovés d'être suffisamment approvisionnés en eau, quel qu'en soit le problème de débit enregistré en amont, un approvisionnement en eau sans aucune perte. Du côté, de la Mairie de Ouani, le projet a permis la création d'un poste notamment celui de Chargé de mission en Eau, assainissement et Déchets (EAD). Ce poste a permis d'apporter un appui en ressources humaines et en communication. Il a également apporté une expérience et une vision équilibrée dans le cadre de la gestion. »

- **12800 habitants bénéficiaires du réseau d'eau rénové**
- **12 848 ml de canalisation posées dont 5348 ml en 2019**
- **11 700 habitants sensibilisés à l'hygiène et aux maladies hydriques**

Le projet « Consolidation du Service Public d'Eau Potable et Amélioration de l'Assainissement des Eaux Usées de Ouani » s'inscrit dans le cadre d'un appui d'ID aux acteurs locaux de la commune de Ouani pour la modernisation du réseau de distribution en eau, la mise en place d'une structure de gestion de cette distribution et l'amélioration de l'assainissement dans des établissements scolaires et publiques de la zone.

Un important travail a été réalisé afin de faire avancer tous les composants de ce projet :

- Les conduites du réseau d'eau ont été en très grande partie installées, avec un total de 12 848 ml de canalisation posées dont 5348 ml en 2019. Seuls deux quartiers n'ont pas été entièrement rénovés,
- Une structure locale d'exploitation a réussi à émerger, grâce aux efforts communs des acteurs du projet. Cette entreprise a fait d'énormes progrès pour parfaitement jouer son rôle, permettant la distribution de l'eau potable dans 4 quartiers, la répartition équitable de la ressource, la poursuite de la sensibilisation et la maintenance des réseaux et du captage,
- Une tranche de la population, a plébiscité la réalisation de ce projet, en particulier dans les quartiers mis en eau potable, les habitants se sont dits très satisfaits du service. Des pratiques d'hygiène et anti-gaspillage ont également pu être partiellement assimilées, les habitants percevant la nécessité de les mettre en œuvre pour le bien commun.

Dans un contexte complexe mêlant de nombreux paramètres, causes potentielles des difficultés rencontrées du projet, Initiative Développement a pu tirer des leçons fortes qui seront réutilisées dans la mise en œuvre de futurs projets :

- Un rapprochement plus systématique entre les différents programmes d'Initiative Développement aux Comores doit être instauré afin de capitaliser sur les bonnes pratiques et outils mis en place sur chaque projet,
- Une bonne connaissance du contexte socioculturel de chaque zone d'intervention aux Comores est déterminante pour la mise en œuvre d'un projet. En effet, chaque zone géographique, même proche les unes des autres, peut présenter des caractéristiques particulières ayant un impact majeur sur la réalisation des activités,
- Une implication forte des acteurs et des bénéficiaires est une absolue nécessité pour maximiser la réussite des projets et ce dès la phase de conception.
- Par ailleurs, forte de son expérience dans des méthodologies participatives, Initiative Développement souhaite à terme systématiser l'utilisation des Approches Orientées Changement (AOC) afin de développer l'engagement des différents acteurs en faveur de changements sociaux nécessaires.

FCE2 - Filière Cuiseurs Economes

Phase 2



Anjouan, Union des Comores

Le projet consiste en l'appui à l'émergence d'une filière de fabrication et distribution d'équipement d'efficacité énergétique dans le but de limiter la pression anthropique sur le bois. Une gamme de CE - cuiseurs économiques (quatre modèles adaptés à différentes taille de marmites) est aujourd'hui disponible fabriquée localement par les artisans soudeurs et distribuée principalement sur l'île d'Anjouan. La distribution se fait en partenariat avec des boutiques ainsi qu'avec l'appui des associations qui contribuent fortement à la visibilité du produit.

L'année 2019 a été consacrée au renforcement de l'autonomisation de la filière. Des avancées ont été réalisées via notamment la structuration des artisans en association. Les actions se sont également étendue à Grande Comores permettant ainsi la formation de 3 artisans soudeurs et l'implication de 2 associations.

ID est responsable de la mise en œuvre du projet tout en s'appuyant sur un réseau d'associations villageoises partenaires. Ces partenariats permettent d'appuyer ces associations pour leur structuration et le développement de leurs activités en leur générant des revenus additionnel tout en assurant la diffusion des équipements sur l'ensemble de l'île.



Bénéficiaires Directs

- 15 artisans soudeurs
- 16 distributeurs, distributrices et agentes de vente
- Un agent communal et 4 agents de l'UCEA accompagnés pendant le projet
- 6 associations rassemblant 25 bénévoles formés

Bénéficiaires Indirects

- La population d'Anjouan (341 539 habitant) et de Grande Comore (410 736 habitants)

Les artisans du club soudeur

« Nous nous sommes unis en club de soudeur, sous statut associatif, pour garantir la durabilité de la filière qui repose en grande partie sur nous. Ce qui nous a d'emblée séduit dans cette idée c'est l'élaboration d'un règlement intérieur qui régit le fonctionnement du club avec des droits et des devoirs pour chacun, une cotisation annuelle des membres pour aider le club à fonctionner. Nous avons beaucoup appris avec le programme d'ID et le lancement des cuiseurs Bako Djema. Nous avons eu la chance d'aller à la rencontre d'acteurs de l'efficacité énergétique à Madagascar et on espère pouvoir continuer nos formations pour nous spécialiser sur la cuisson solaire notamment ». Notre « rêve commun » est donc d'y retourner pour continuer de nous inspirer et apprendre.



Le Programme Filières Cuiseurs Économiques (PFCE) a été initié en Union des Comores en 2015 pour une première phase de trois et a entamé en 2019 sa seconde phase. Aux Comores, le bois est la source de biocombustible la plus utilisée pour la cuisson des aliments. En zone rurale de nombreuses heures par semaine sont consacrées au ramassage du bois et ce sont généralement les femmes qui en ont la charge. Pour limiter la pression anthropique sur le bois et les effets négatifs qu'elle induit sur l'environnement, le programme FCE est né pour appuyer l'émergence d'une filière de cuiseurs économiques permettant jusqu'à 45% d'économie de bois.

En 2019, les efforts ont portés sur deux principaux axes:

Le renforcement de la stratégie de communication et marketing afin de toucher l'ensemble des villages de l'île d'Anjouan.

De nombreuses journées de sensibilisation ont été réalisées par des partenaires associatifs formés à l'utilisation des CE. Les actions de sensibilisation consistaient à rassembler sur la place du village les habitants et d'échanger avec eux autour de la question de la déforestation, de l'environnement et de présenter la gamme de cuiseur avec une démonstration.

Le renforcement de l'appui aux différents collègues d'acteurs de la filière afin de renforcer leurs liens et leurs compétences.

Les 15 soudeurs (représentant 10 ateliers) se sont unis en un club soudeurs et ont obtenu le statut d'association.

Un voyage de partage d'expérience autour de l'efficacité énergétique a été organisé à Madagascar pour les artisans soudeurs qui ont également été initiés à la cuisson solaire et réalisé des premiers prototypes.



- **600 journées de sensibilisation aux impacts environnementaux de la cuisson organisées touchant 70% de femmes.**
- **15 artisans soudeurs ont été formés et assurent 100% de la production sur les îles d'Anjouan et de la Grande Comore.**
- **Une pépinière communautaire d'arbres forestiers a été mise en place pour protéger la source du village de Chaoueni et lutter contre l'érosion des sols permettant de planter 4000 arbres.**

La structuration du réseau regroupant les points de ventes, les distributeurs.ices et les associations partenaires a été renforcée grâce à l'organisation de rencontres afin d'optimiser la couverture commerciale de l'ensemble de l'île et à Grande Comore.

Les soudeurs et les distributeurs.ices ont été accompagnés afin de trouver une organisation entre eux et faciliter ainsi leur lien, la répartition des commandes et la logistique ainsi que le contrôle qualité et le service après-vente. Deux représentant.es pour chacun d'entre eux sont élus (mandat renouvelé chaque trimestre) afin d'être les points focaux en charge de la coordination.

Enfin l'ensemble des acteurs et actrices de la filière a pu bénéficier de formations approfondies à la gestion administrative et financière de micros-entreprises.

En 2019 les acteurs de la filière ont néanmoins été confrontés à des difficultés en lien avec leur fragilité structurel (manque de fonds propre, faible pouvoir d'achat des populations sur place, etc...) ou des événements plus ponctuels. Fin avril 2019 l'archipel des Comores a été touché par le cyclone Kenneth qui a détruit une partie des terres agricoles sur l'île d'Anjouan ainsi que sur le territoire national avec une perte des productions agricoles estimée à 50%. Les coupures de courant se sont intensifiées. Les soudeurs à Anjouan se sont trouvés dans l'incapacité de produire des cuisers pendant à une période de l'année ou les besoins en trésorerie étaient importants, notamment pour la fête de l'Aïd.



FYDECO, Filière Ylang-ylang et Développement Écoresponsable



Union des Comores, principalement sur l'île d'Anjouan et Madagascar.

L'archipel des Comores est un des principaux exportateurs au monde d'huile essentielle d'ylang-ylang, très prisée par l'industrie cosmétique internationale. Cependant, forte consommatrice de ressources naturelles (eau et bois) elle peut représenter un danger pour l'équilibre environnemental des îles de l'archipel. Depuis 2013, le projet Filière Ylang-ylang Distillation à Foyer Econome (FYDAFE), devenu FYDECO, agit pour améliorer la durabilité environnementale, économique et sociale de cette filière vitale pour les Comores. En 2019, une avancée technologique a été réalisée grâce à la conception et la fabrication d'un nouveau prototype d'UDAFE (Unité de Distillation à Foyers Economiques) permettant de réduire de 70 % la consommation de bois par rapport au système traditionnel. En parallèle, plus de 37 000 arbres ont été plantés pour participer au reboisement de cet archipel vulnérable. Enfin, l'accompagnement des acteurs de la filière s'est poursuivi sur cette année pour renforcer la structuration de la filière. La création d'une interprofession de la filière Ylang-Ylang est en cours et des représentants locaux et insulaires ont été élus.

Le projet est mis en œuvre par ID et ses partenaires opérationnels :

- L'ONG comorienne Dahari pour les activités de reboisement ;
- L'ONG comorienne 2mains pour la structuration de la filière ;
- L'association Cœur de Forêt à Madagascar.
- L'association Planète Bois pour l'expertise technique sur l'efficacité énergétique

Bénéficiaires Directs

- 1 entreprise locale de production d'équipements d'efficacité énergétique
- 10 maçons
- 135 manœuvres de distillation
- 17 cueilleurs.ses
- 30 producteurs.rices de fleurs
- 600 agriculteurs – producteurs de bois
- 5 pépiniéristes

Bénéficiaires Indirects

- 243 distillateurs.rices locataires des UDAFE
- 243 manœuvres de distillation employés par les distillateurs.rices locataires
- 63 cueilleurs.ses ayant participé à des réunions
- 766 producteurs.rices de fleurs ayant participé à des réunions



Mr Toilali, 39 ans, distillateur

« Depuis ma collaboration avec le projet, j'ai pu installer 3 UDAFE sur mon site et je gagne plus d'argent. Avec les bénéfiques, je peux faire du commerce en achetant des marchandises à Dubaï. En plus de ça, le projet nous aide à renforcer la filière de l'Ylang qui est instable et je suis fier d'avoir été élu représentant des distillateurs de la zone. »



- **30% des foyers des distillations des Comores sont équipés d'Unités de distillation à foyers économes (UDAFE)**
- **50 % d'économies de bois permises par les UDAFE (70% pour le dernier prototype)**
- **37 000 arbres plantés cette saison**
- **Environ 850 acteurs accompagnés et formés**
- **Un cadre de concertation national des acteurs de la filière ylang-ylang mis en place et une interprofession en cours de création**
- **25 522 plants prêts à la vente pour la saison octobre 2019 – mars 2020**

L'huile essentielle d'ylang-ylang représente aujourd'hui 20% des recettes d'exportations de l'Union des Comores et est convoitée internationalement par l'industrie cosmétique. Cette filière de rente représente une source importante de revenus pour le pays et génère des revenus pour environ 10% de la population active. Cependant la distillation au bois participe à la dégradation croissante du couvert forestier.

Présent depuis 2013, ID a permis par le biais du projet FYDAFE, maintenant devenu FYDECO, d'accompagner la filière de distillation ylang-ylang vers une dynamique de développement économique durable, inclusif et éco-responsable. C'est aux travers de la diffusion d'Unité de Distillation économes, de la mise en place d'un volet reboisement et de la professionnalisation des acteurs de la filière que le projet permet la réduction des impacts sur l'environnement mais également la création d'emplois, leur pérennisation ainsi que le renforcement des stratégies collaboratives collectives. Des activités innovantes tant sur le volet social que technique qui font également l'objet de travaux de capitalisation.

En 2019, afin de permettre aux acteurs qui dépendent de cette filière de vivre correctement et durablement de leur activité, les activités du projet se sont concentrées autour de 3 axes complémentaires :

- **Réduire les impacts environnementaux sur le long terme et accroître les revenus des acteurs**
- **Professionaliser et renforcer la structuration de la filière**
- **Renouveler et gérer durablement la ressource en bois**



Réduire les impacts environnementaux sur le long terme et accroître les revenus des acteurs

Depuis le début du projet, le volet « efficacité énergétique » a permis de concevoir et de diffuser 75 Unités de Distillation à Foyer Economes (UDAFE) principalement sur l'île d'Anjouan. Permettant de réduire jusqu'à 50 % de la consommation de bois et d'accroître ainsi la marge des distillateurs par 3. Depuis qu'ID s'est associé avec Planète Bois, un nouveau prototype est en cours de finalisation, et les premiers résultats sont prometteurs (rendement de combustion à 70 %, émissions de CO à 300 ppm et température de fumées à 150 °C).

ID a conçu dès le départ un plan de stratégie de sortie afin de favoriser la montée en compétences et l'autonomisation des acteurs sur ce volet. L'entreprise locale ASP (Atelier de Soudures Professionnel) a été accompagnée pour gérer de manière autonome la construction et la supervision des chantiers. ID ne subventionne plus les UDAFE à l'achat et les distillateurs se chargent de trouver les financements s'ils souhaitent s'équiper de cette technologie. Depuis 2019, le projet a élargi son champ d'action, en travaillant plus largement sur le volet éco-responsabilité des sites de distillation et non plus uniquement sur l'amélioration des foyers. Ainsi ID intervient pour développer des systèmes de gestion de l'eau en circuit fermé, des systèmes de recyclage des résidus de distillation, des séchoirs pour le bois, etc.

ID assure également la formation des utilisateurs (manœuvres de distillation et distillateurs) afin de maximiser les impacts environnementaux des UDAFE et de favoriser les bonnes pratiques. En 2019, 10 formations techniques et entrepreneuriales ont été dispensées avec 75 participations.

Pour 2020 des perspectives de développement de l'approche à Madagascar devraient se concrétiser.

Professionaliser et renforcer la structuration de la filière

Le volet « structuration » a commencé plus tardivement et s'est concrétisé à travers deux axes. Le premier est la mise en place, depuis 2018, d'une Approche Orientée Changement (AOC) offrant une méthodologie innovante pour accompagner les acteurs du sud de l'île d'Anjouan, en les plaçant au cœur de leur propre développement et de leur vision du changement. Le deuxième axe est la mise en place, en partenariat avec l'ONG 2Mains, d'un cadre de concertation nationale réunissant chaque année l'ensemble des acteurs de la filière pour échanger sur les pistes à suivre.

Ainsi, le projet de création d'une Interprofession est né et les acteurs la considèrent comme un outil pour renforcer et structurer cette filière historiquement fragile car bénéficiant de peu d'appuis institutionnels et peu organisée en coopérative. Aujourd'hui, les représentants locaux et nationaux ont été élus sur les trois îles de l'archipel, dans un processus transparent et démocratique ayant regroupé près de 1500 participants. L'élaboration du plan stratégique et des statuts de l'interprofession sont en cours pour être présentés en 2020 lors de la 3ème journée de concertation nationale auprès des partenaires et autorités.

Les perspectives de la structuration porte sur un enjeu crucial pour la filière. La mise en place d'une interprofession formelle et reconnue devrait permettre d'apporter des réponses, en concertation, aux défis majeurs dont elle fait face.

Renouveler et gérer durablement la ressource en bois

Le volet « reboisement », mis en œuvre par le partenaire d'ID national, l'ONG Dahari, a permis de replanter 37 000 arbres cette année, sur le nord de l'île d'Anjouan.

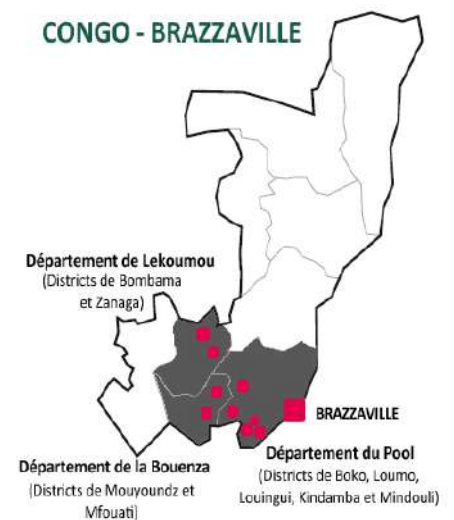
L'approche participative utilisée renforce la pérennité du système en renforçant les compétences des pépiniéristes, en sélectionnant avec les communautés les essences à produire et en s'adaptant à la diversité des parcelles pour proposer des modèles d'aménagement pertinents.

En 2019, la stratégie d'intervention a été complétée avec l'élargissement de la zone d'intervention, ainsi que l'association des activités agricoles aux activités de reboisement. Cela offre des perspectives pour accroître et pérenniser les résultats de ce volet.



Deux grands axes d'intervention au Congo : le développement local en appui de la décentralisation, qui s'étend et vise à y intégrer une approche Droits Humains, et le climat au travers de projets bois énergie, permettant de développer et diversifier des activités économiques

Le Congo a connu en 2019 une relative stabilité politique, mais la crise économique continue d'impacter négativement le pays ; le FMI a apporté 45M\$ pour appuyer le pays dans sa sortie de crise en juillet 2019, mais n'a pas décaissé la 2e tranche du fait d'avancées trop modestes p/r ses prescriptions. D'une façon globale, le pays reste enfoncé dans une crise économique grave, qui réduit les capacités financières des classes moyennes et accentuent la pauvreté générale (plus de 60% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté dans un pays considéré à revenu intermédiaire!). L'IDH en 2018 est passé à 0,608/1, classant le pays au 176e rang mondial (137e en 2017). Les investissements ne sont pas ciblés sur les services essentiels, et les frais de fonctionnement sont très loin d'être à la hauteur des besoins (paiement des fonctionnaires avec 3 à 15 mois de retard, médecins et personnels soignants en nombre insuffisant, sans moyens et sans médicaments, enseignants qui fuient les secteurs reculés où même se nourrir est compliqué, remplacés par des vacataires à charge des parents, plus faiblement formés, pistes dégradées qui annihilent les efforts de productivité, poids de la corruption)



ID travaille à la structuration d'une société civile locale, et s'appuie sur des Comités de Développement Local, pour mener en concertation des actions qui soient levier de développement (relance de l'aviculture, boutique d'intrants agricoles, accès à des engrais organiques, formations techniques et gestion, formations au plaidoyer, à la recherche de cofinancements, à la vie associative, etc) . ID intervient au travers de 2 programmes, dans 9

districts de 3 départements (Pool, Bouenza et Lékoumou) : 9 CDL sont existants, le dernier s'étant constitué en août 2019 ; 8 PDL sont opérationnels, avec des Plans d'action annuels et, élaborés en concertation, ils suscitent

une réelle participation locale et beaucoup d'attentes. Les autorités sont plutôt très impliquées et facilitent nombre d'interventions et projets. Des actions de plaidoyer ont été entreprises avec un certain succès par des CDL, qui commencent à être reconnus et appréciés des Conseils de Département.

Dans la Lékoumou, où la population autochtone représente 20 à 50% de la population suivant les villages, ID a couplé une approche droits humains à la démarche DL ; cette expérience nouvelle vise d'une part à mieux faire connaître les droits des peuples autochtones, mais aussi à avoir une démarche plus inclusive des groupes discriminés, autochtones, femmes et jeunes, dans les actions de développement. Des réunions non mixtes organisées à des horaires adaptés, permettent notamment une plus grande participation féminine. Des ateliers spécifiques sont également montés avec les PA et avec les jeunes ; et des quotas sont institués dans les appels à microprojets.



Les partenaires de ID sont :

- Les autorités locales, facilitateurs, médiateurs. ID vise à une appropriation des projets, DL notamment, qui incitent ces AL à poursuivre le travail engagé, au-delà de la durée d'un projet, et qu'ils utilisent au bénéfice de la population la planification stratégique concertée des PDL.
- Les ONG partie prenantes : Les ONG partenaires,(l'ONG de conscientisation Niosi, pour le programme ECODEL , les ONG Cerpac et APDPA-PV pour le programme ADEL-DH) , appuient et apportent des compétences complémentaires à ID dans diverses interventions : formations des CDL à la gouvernance et à la redevabilité, à la citoyenneté, dans l'animation d'ateliers, dans l'organisation d'évènements publics, dans des domaines techniques(agriculture, exploitation de données, droits, par ex)
- Des CDL, des groupements, l'ONG Don Bosco , des artisans, des entrepreneurs, des commerçants bénéficient de l'appui de ID dans des modules de formation (démarche qualité, gestion d'une TPE, techniques de fabrication, gestion de stock, gestion d'une boutique, monter un plaidoyer, un dossier de subvention ...); ces entités sont un vivier pour étendre et pérenniser des pratiques et des savoir-faire ; par exemple, certains artisans sont devenus des formateurs eux-aussi, des CDL organisent eux-mêmes la gestion d'un fonds revolving, et mènent des plaidoyers...
- Avec des ONG congolaises et françaises de nombreux échanges d'expériences, et de compétences ont lieu : PCPA, Essor, Gret, lecd, Aprda, Gescod, notamment...

Quelles sont nos attentes par type de bénéficiaires ?

L'autonomie, la démocratie locale, la connaissance des droits, l'intégration des avis des femmes, des jeunes, des autochtones aux problématiques de développement et leur participation aux projets, la pérennisation des actions engagées sont les maîtres mots de toutes nos interventions, afin que le respect des droits humains, le développement et l'amélioration des conditions de vie soient non seulement une affaire de décideurs, mais portés par toute une population.



Programme « Appui à des Initiatives Economiques Innovantes » (INECO), répondant aux besoins de base de la population et s'inscrivant dans la dynamique de la COP21



Congo - Département de la Bouenza, 6 sites urbains visés (Madingou - chef-lieu du département - Nkayi - 4e ville du pays-, Loutété, Mouyondzi, Bouansa et Loudima).

Le mois d'août 2019 aura été celui de la clôture du programme INECO. L'enjeu de cette dernière année était donc essentiellement de finaliser l'accompagnement des acteurs et actrices afin de leur donner les moyens de poursuivre leurs nouvelles activités économiques (production et vente de cuiseurs, vente de plants). Un atelier a été organisé avec les autorités locales pour faire le bilan et valoriser les dynamiques créées. En fin d'année, après la fin de l'intervention d'ID, un suivi complémentaire a permis de montrer que ces dynamiques avaient été pleinement prises en charge par les acteurs et actrices du territoire !

INECO a été mis en œuvre par ID en partenariat avec le Conseil Départemental de la Bouenza. Des échanges d'expériences et complémentarités ont été développés avec FCE, et avec d'autres ONG, telles IECD (formation à la gestion d'une très petite entreprise, et à la vente), ACTED(étude microfinance) ou ESSOR (promotion du compostage et des bio-pesticides).

Bénéficiaires Directs

- Acteurs et actrices de la production et de la vente des cuiseurs économes ; pépiniéristes

Bénéficiaires Indirects

- Habitants et habitantes du département, cantines scolaires (projet ACTED/PAM)

M. Mbani Sylvain, pépiniériste à Nkayi

« Sans le fort accompagnement financier et matériel permis dans le cadre d'INECO, nous n'allions pas atteindre le même niveau de production en à peine 4-5 mois. »

- **418 cuiseurs vendus entre janvier et août ; 160 cuiseurs vendus après la fin du programme, entre septembre et décembre 2019, sans l'intervention d'ID**
- **25 522 plants prêts à la vente pour la saison**



Le programme INECO, a été mis en œuvre entre avril 2017 et août 2019 en zone semi-urbaine, dans le département de la Bouenza.

Il visait à favoriser une diversification économique du territoire, notamment pour palier la réduction de l'activité sucrière, en développant l'entrepreneuriat autour d'une filière bois-énergie, composée de deux volets :

- Production et vente de cuiseurs économes pour réduire la demande en bois ;
- Création d'entreprises de pépinières d'arbres pour augmenter l'offre et rénover les vergers (fruitiers et essences forestières à croissance rapide).

Dans cette phase de fin de programme, les principales actions visaient à pérenniser les filières accompagnées.

Dans cette logique, l'accent a été mis sur les actions de renforcement des acteurs et actrices :

- Formations complémentaires en gestion d'entreprise et en techniques de ventes, réunissant l'ensemble des acteurs, et suivi individualisé en partenariat avec l'Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD).

- Accompagnement à la mise en place de deux Groupements d'Intérêt Economique. Le GIE des pépiniéristes a notamment pour but de mutualiser les commandes des clients potentiels pour les répartir au mieux entre les différents pépiniéristes, selon les essences et les quantités disponibles. Le GIE des artisans a pour projet de développer un centre de formation à destination des jeunes de la région et ainsi leur offrir de nouvelles opportunités professionnelles.

- Consolidation de la gestion et des savoir-faire techniques de deux pépinières nouvellement créées par une femme et un groupement mixte.

- Poursuite de l'accompagnement dans la création de vergers menés par deux groupements de femmes pour valoriser les productions des pépinières, et mener une première expérience d'agroforesterie.

Ces actions ont permis de consolider l'émergence de certains acteurs et actrices particulièrement dynamiques. Ainsi, un commerçant de Nkayi et un commerçant de Madingou ont particulièrement développé leur activité grâce à la vente des cuiseurs : acquisition d'une boutique plus grande et mieux située pour l'un, construction d'un local de stockage des cuiseurs pour l'autre. 4 pépiniéristes ont participé à plusieurs foires exposition pour faire connaître les pépinières d'arbres de la Bouenza et créé leur verger de démonstration.

En outre, la démarche globale d'accompagnement à l'entrepreneuriat de ce projet a fait l'objet d'une capitalisation finale qui a permis de faire ressortir la complémentarité essentielle entre les 3 dimensions mises en œuvre : renforcement de compétences, appui aux investissements initiaux et actions de visibilité.

En mars 2019, un atelier de dissémination et pérennisation de l'expérience s'est tenu en présence des autorités, devant lesquelles les participants ont pris des engagements :

- Développer les capacités en marketing
- Se rapprocher des entreprises installées dans le département et saisir les opportunités des politiques Responsabilité Sociale des Entreprises pour des partenariats
- Renforcer la visibilité et la représentation des pépinières dans les agglomérations
- Mettre en place des sites pilotes de vergers et plantations



L'atelier interne final tenu en août et le suivi réalisé entre septembre et décembre 2019 montrent des perspectives encourageantes. Les cuiseurs continuent à être produits et vendus et l'un des commerçants accompagné dans le cadre d'INECO développe une activité de grossiste en vendant les cuiseurs en dehors du département. Tous les acteurs et actrices s'accordent pour reconnaître que le lien créé artisans-revendeurs, a un impact positif pour pérenniser la filière.

Pour la vente de plants, les perspectives sont également prometteuses : après une première campagne de plantation où la demande était timide, à la fin du projet les pépiniéristes recevaient des commandes plus importantes en amont de la prochaine campagne de plantations. L'enjeu sera donc, pour les années à venir, d'anticiper pour préparer et maintenir une production suffisante, permettant de satisfaire cette demande croissante !



République du Congo, Département du Pool, District de Boko, Louingui, Loumo, Mindouli, Kindamba Département de la Bouenza, District de Mouyondzi et Mfouati

Suite à l'apaisement du conflit civil dans le département du Pool, ID a pu lancer ses actions concertées d'appui et de relèvement économique dans le district de Kindamba. Les activités se sont focalisées sur le renforcement des CDL dans leur capacité de maîtrise d'ouvrage et de redevabilité afin d'animer et piloter le développement de leur districts. Les activités de relance de l'agriculture ont, dans la foulée de l'ouverture de trois nouvelles boutiques d'intrants agricole, accompagné la structuration de la filière porcine dans le district de Mouyondzi. Enfin, ID a été mandaté par le Conseil Départemental du Pool pour conduire une série de concertation visant à réactualiser son plan de développement départemental (PDD).

ID est le responsable de la mise en œuvre du programme. Elle coordonne l'ensemble des volets d'activités, avec une expertise reconnue de structuration et d'accompagnement de cadres de concertation (CDL) dans l'animation et la planification du développement local.

- La Fondation NIOSI, anime les sensibilisations sur la citoyenneté, appuie les CDL sur la maîtrise de la décentralisation, participe à l'animation des concertations et à la ré-actualisation du Plan de Développement Départemental du Conseil Départemental du Pool

- CDL de Boko, Louingui, Loumo, Mindouli, Mfouati et Mouyondzi et Comité de suivi de Kindamba, principaux bénéficiaires et acteurs en première ligne pour la mise en œuvre des PDL et la sélection des microprojets issus de ces plans. Ces CDL sont au cœur de la démarche de concertation et d'animation du développement local, et c'est à ce titre qu'ID et ses partenaires s'emploient dans leur renforcement grâce à un accompagnement continu mettant en avant l'apprentissage par la pratique.

- Habitants et habitantes du département, cantines scolaires (projet ACTED/PAM)



Bénéficiaire :

Collectivités territoriales et autorités locales

- 3 Conseils Départementaux (Pool-Bouenza),
- 7 districts (Boko, Loumo, Louingui, Mouyoundzi, Mfouati, Mindouli, Kindamba)
- 1 Communauté Urbaine (Mindouli), 53 élus locaux.

Ils ont besoin d'accompagnement pour maîtriser leur rôle de promoteurs publics du développement économique local dans le contexte de la décentralisation. Leurs contraintes sont un manque de formation dans l'animation de leurs territoires et parfois de disponibilité (élus) dans leurs fonctions.

CDL et commission de suivi

245 membres des 6 comités de développement local, de la commission de suivi de Kindamba: Intégrant des représentants des villages, des associations, des élus et autorités pour la Concertation avec les pouvoirs publics dans l'amélioration de leurs conditions de vie, ils ont besoin d'appui dans la maîtrise de leur nouveau rôle d'acteurs pilotes du développement économique local et de la concertation (en renfort des élus et autorités), et dans leurs capacités à monter et conduire des projets d'intérêt commun. Leurs contraintes sont une insuffisante culture de concertation et d'animation des populations autour des questions de développement économique local, et de démocratie.

OSC et organisation paysanne

19 groupements : GIEC et UL (quelques 1500 producteurs) ont besoin de mieux s'organiser, d'acquérir ou conforter des expertises, mieux gérer leurs exploitations, travailler en complémentarité, asseoir un bon fonctionnement d'outils communs nécessaires à leur développement, et développer leurs échanges et commercialisations, y compris interdistricts et inter départements.

Bénéficiaires finaux :

Population des 7 districts, soit un total de 177 000 h

- **6 CDL accompagnés et formés**
- **1 Commission de suivi mis en place à Kindamba**
- **9 cycles de formations en vue d'autonomiser les CDL tenus dans les 6 CDL**
- **19 groupements de producteurs et 23 individus soutenus dans la mise en œuvre de microprojets**
- **3 Boutiques d'intrants agricoles mis en place**



Après deux années de conflit civil (2017 – 2019) qui ont profondément déstabilisé l'économie et la société civile locale, l'année 2019 a vu les tensions dans le Département du Pool s'apaiser. Les autorités locales ont pu reprendre leur place dans tous les districts et villages. La circulation des biens et des personnes a également permis d'envisager une reprise économique. Toutefois, le conflit a désorganisé et déstructuré l'ensemble des filières et des organisations économiques, notamment agricoles. Dans ce contexte de relèvement, le programme ECODEL, qui a poursuivi ses activités d'accompagnement des organisations paysannes malgré le conflit, a pu réinvestir les zones jusque là inaccessibles.

ID et son partenaire, la fondation NIOSI, ont ainsi pu conduire une vaste action de relèvement économique, en concertation avec les habitant.e.s. L'option a été prise d'établir avec les habitants et les habitantes un état des lieux de leur district et de déterminer avec eux les actions prioritaires qui leur paraissaient nécessaires pour relancer des services essentiels, de leur permettre de mieux connaître les acteurs humanitaires qui œuvraient déjà dans ces domaines, de déterminer avec eux ce qui pouvait être entrepris pour avoir un impact durable pour l'économie locale. Un plan d'action concerté a ainsi été établi la population, permettant de dresser un diagnostic des enjeux et priorités sectorielles. Une Commission de Suivi, composée des forces vives des habitant.e.s, a également été installée afin de suivre la réalisation du plan d'action et des activités conjointement définies. Les habitant.e.s se sont attachés à développer des opportunités d'emplois pour les jeunes de moins de 35 ans à travers le lancement d'appels à microprojets destiné à soutenir les initiatives, aussi bien pour les jeunes du village centre de Kindamba (services et petits commerces), que des jeunes venant des zones plus éloignées du district (agriculture).



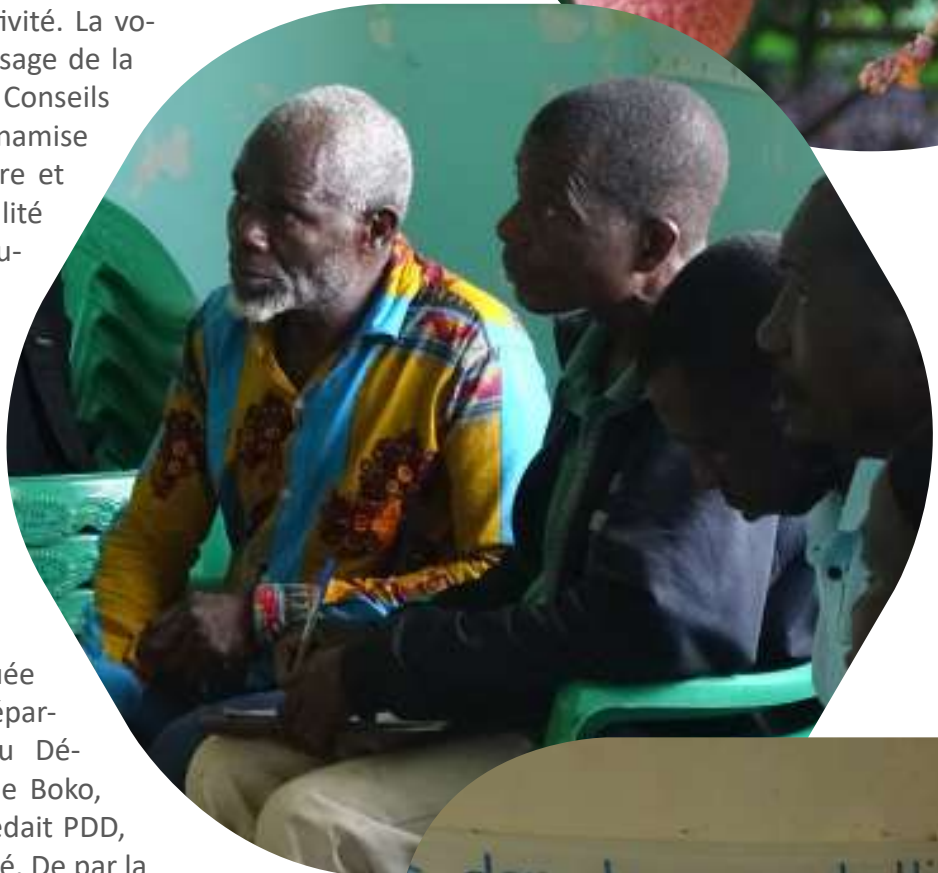
Cette relance économique a été la priorité dans l'ensemble des districts du Pool. Avec l'appui d'ID, les CDL de Loungui, Loumo, Boko, ont également lancé des appels à micro-projets pour soutenir des initiatives locales – essentiellement agricoles - de groupements et d'individus, hommes et femmes, afin d'encourager le développement économique des districts. Cet exercice, responsabilisant pour les acteurs et actrices, a conduit les CDL à définir des critères, à analyser et effectuer des choix hors de tout clientélisme ou pression, le tout en associant les autorités locales afin de s'assurer de la pérennité des actions engagées.

ID a également soutenu les CDL dans le portage d'activités structurantes, capable de faire levier dans le développement du district. L'ouverture de boutiques d'intrants à Mouyondzi, Mfouati et Mindouli a ainsi permis aux producteurs locaux d'accéder à des produits indispensables pour redynamiser la production agricole mais compliquées à trouver dans ces zones éloignées. La gestion de ces boutiques a été confiée, après rigoureux un processus de recrutement conduit par les CDL, à trois femmes. Dans les 3 districts de Loungui, Boko et Loumo, ID a organisé des campagnes de formation aux biopesticides et au compostage afin que les CDL s'emparent de cette opportunité et fassent la promotion d'une agriculture familiale durable. Dans ces districts, les CDL sont également à l'origine d'une innovation afin d'étendre la portée du soutien aux producteurs d'ID : des fonds revolving, ou fonds tournants, ont été mis en place permettant de multiplier le nombre de bénéficiaire dans ces trois districts et de faire face aux très nombreuses demandes de soutien. A Mouyondzi, la relance d'une filière porcine a également été impulsée par ID, permettant d'envisager une véritable expansion de cette filière dans le district. Par ailleurs, cette relance de la filière porcine s'est appuyée sur les membres féminins du CDL. Initialement tenues à l'écart, les femmes se sont résolument engagées pour faire avancer les activités et ainsi devenir bénéficiaires d'appui, dans les cultures vivrières et dans l'élevage.

Les activités de sensibilisation au développement local et à la citoyenneté du programme ont particulièrement investi la problématique d'une meilleure intégration des femmes et des jeunes dans les actions de développement. Sur le terrain, des réunions spécifiques ont été tenues par des femmes du CDL pour mieux participer aux actions de développement. A Kindamba, c'est par des réunions de proximité avec des jeunes, dont des ex combattants ou sympathisants, que ces questions de citoyenneté, de paix, d'accès à des projets de développement ont été abordées, visant à une forme de réconciliation locale et d'inclusion des jeunes dans le relèvement du district.

ID et NIOSI ont également poursuivi l'accompagnement des CDL dans l'organisation et la gestion de projets afin de consolider ceux-ci dans le portage autonome de projets de développement local. Les CDL deviennent de plus en plus autonomes dans leur activité. La volonté d'implication et d'apprentissage de la part des Bureaux Exécutifs et des Conseils d'Administration (CA) des CDL dynamise fortement l'animation du territoire et le tissu économique. La redevabilité vis-à-vis de la population et des autorités locales a également fortement progressé, les CDL tenant leurs AG et réunions du CA. Ces temps forts d'une vie associative témoignent de la vitalité de ces structures et de leur appropriation des responsabilités incombant à un CDL.

La fin d'année 2019 a été marquée par la mise à jour du Plan de Département de Développement du Département du Pool et des PDL de Boko, Loungui et Loumo. Le Pool possédait PDD, dont le délai de réalisation a expiré. De par la crise politique et militaire qu'a connu le Pool au cours des années 2017-2019, beaucoup d'actions prévues dans le précédent document n'ont pu être mises en œuvre, et il est fort probable que les populations aient aujourd'hui d'autres priorités pour le développement de leur district. Le Conseil Départemental du Pool a ainsi mandaté ID pour conduire une série de concertation populaire dans l'ensemble des 13 districts du département afin d'aller au plus près des préoccupations et des besoins des habitants et dresser un PDD réaliste. Un bilan des actions entreprises par le Conseil Départemental dans le cadre du précédent PDD sera ainsi réalisé. Cette dynamique est également l'opportunité pour les CDL de Boko, Loungui et Loumo de faire le bilan de leur action et ainsi dresser un bilan des actions conduites.



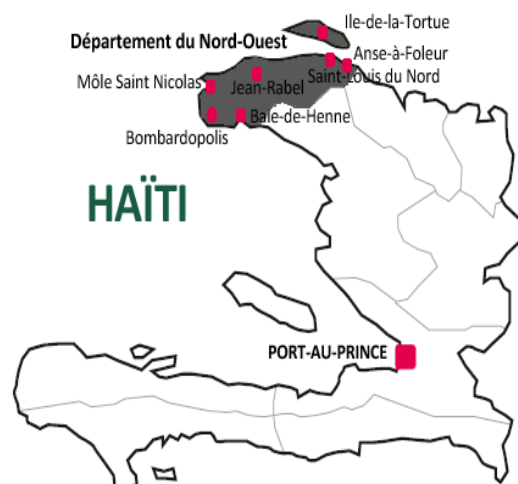
Accompagner les acteurs à travers la profonde crise haïtienne

2019 a été une année extrêmement dure durant laquelle le pays a continué de s'enfoncer inexorablement dans la crise politique, institutionnelle, sociale et économique. Cette crise trouve ses racines dans la mauvaise gouvernance qui s'est installée depuis des années, l'inflation, le scandale des fonds Petrocaribe (qui a éclaté en 2018 et continue de connaître des rebondissements), les inégalités et la distanciation qui se creusent entre des politiques et la population livrée à elle-même.

C'est sur ce fond qu'en 2019 se sont développées la méfiance envers le gouvernement, la prolifération des gangs, et de dures périodes de « lock » (en février, septembre et octobre), avec une chute drastique des services à la population, de la sécurité et des droits humains. Les mouvements de la société civile ont bien tenté plusieurs propositions, sans toutefois parvenir à ne rassembler suffisamment ni à s'imposer dans ce paysage disloqué et à bout de souffle.

Dans un tel contexte, quel sens encore donner aux programmes ? Comment encore les inscrire dans une continuité et la construction d'un Etat ? Comment continuer à soutenir la société civile et la population, mises en difficulté de toutes parts ?

En réponse à ces questions, ID a tenté de poursuivre des approches d'accompagnement des acteurs locaux y compris au plus profond de la crise. Les programmes en cours dans le pays, tant sur la gouvernance locale (Pagode, Développement Local, Piscca) que sur la santé (FORSNUT, Prorésilience, FSTP, Timama), se basent sur la compréhension des dynamiques par les acteurs locaux et sur leurs interactions avec les autorités locales et services déconcentrés.



Un partenaire primordial reste Adema dans le Nord-Ouest, zone d'intervention historique d'ID : la collaboration se poursuit avec eux sur des approches communes de mobilisation des acteurs. En même temps se sont développés de nouveaux partenariats avec des organisations engagées de longue date dans le pays : en particulier CROSE (Sud-Est), GRAMIR (Grand'Anse), ITECA (Sud) ainsi que l'association IRAM (expertise internationale en décentralisation).

Dans le domaine de la santé, le nouveau partenariat avec MDM Canada, intervenant depuis des années dans le Nord-Ouest, renforce l'expertise et l'impact des actions dans ce département.

Au quotidien, toutes les actions se construisent et se mettent en œuvre avec et souvent par les acteurs suivants : les mairies, les Casecs (autorités des sections communales), les organisations de base, la Direction de la Santé du Nord-Ouest, le MSPP, le MICT, le MPCE, le MCFDF, la FENAMH, la FENAFEMH, etc.



Programme Santé - nutrition



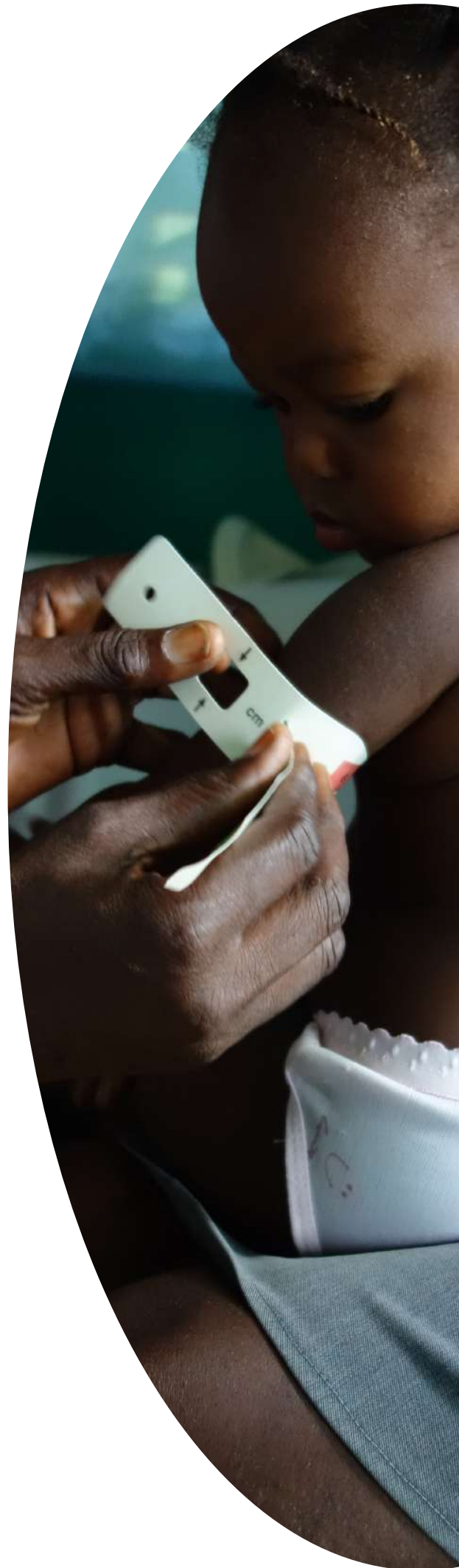
10 communes du département du Nord-Ouest

Le programme santé d'ID continue de promouvoir le renforcement du système de santé ainsi qu'une meilleure interaction entre les acteurs locaux et les structures de santé, sur une majeure partie du territoire du Nord-Ouest. Un accent particulier est mis sur les meilleures pratiques d'alimentation et l'amélioration de la nutrition des personnes les plus vulnérables. L'inauguration de la maternité de Bombardopolis, alors même que le pays était complètement bloqué fin 2019, a été un moment important dans cette zone très reculée.

ID mène ce programme en collaboration notamment avec la Direction sanitaire du Nord-Ouest, les Directions de Port-au-Prince (Santé Famille, Nutrition), la CNSA, les mairies et de nombreux autres acteurs et organisations. Les partenaires de mise en œuvre sont Adema, qui développe un volet de sécurité alimentaire, et Médecins du Monde Canada, qui est responsable pour les interventions en santé nutrition dans le Haut Nord-Ouest. Le financement est assuré sur trois projets européens complémentaires (FSTP terminé début 2019, Prorésilience, PMSAN qui a débuté pour 3 ans et demi). Début 2019, le projet TIMAMA pour l'amélioration de la santé materno-infantile s'est également clôturé : il était mené en synergie avec les projets susmentionnés, sous la coordination de consortium de Médecins du Monde France et sur financement de l'AFD.

Bénéficiaires Directs

- 12 structures de santé dans le Nord-Ouest sont accompagnées directement par ID.



En 2019 le programme Santé-Nutrition a poursuivi l'accompagnement et le renforcement des acteurs de la santé dans le Nord-Ouest. 12 structures de santé sont aujourd'hui mieux organisées et équipées pour accueillir les patient.e.s, travailler sur la prévention de la santé et la prise en charge, échanger avec la Direction départementale ainsi que les communautés. Une approche synergique a été réalisée en comptant sur le financement complémentaire de 4 projets : chaque projet apporte sa part, et permet de faire évoluer les méthodologies avec le temps.

Projet Timama :

Le projet Timama (projet d'appui à la santé materno-infantile et aux services de santé de la reproduction) s'est clôturé en août 2019. Ces derniers mois ont permis de suivre les progrès des clubs de mères et des agents de santé communautaires polyvalents accompagnés, leur capacité de mobilisation sur les questions de santé maternelle et infantile dans les zones plus reculées. Au niveau des structures de santé, l'accent a été mis sur les derniers travaux avec, en particulier, la finalisation et remise de la toute nouvelle maternité de Bombardopolis. Elle a été inaugurée par les autorités départementales en décembre 2019, alors même que le pays connaissait encore d'importantes difficultés suite au « pèyi lock ».

FSTP et Prorésilience :

Ces deux projets complémentaires ont travaillé à la fois sur la sécurité alimentaire (par le partenaire historique ADEMA) et la santé-nutrition (par ID), en couvrant chacun deux parmi les 4 communes du Bas Nord-Ouest. Il s'agissait du « Projet d'appui à des filières de productions locales pour améliorer la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle des populations vulnérables du Bas Nord-Ouest et renforcer leur résilience » (FSTP - UE, terminé en juin 2019) ; et le « Projet d'appui à la résilience en Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans le Bas Nord-Ouest par une approche systémique et le renforcement des capacités des acteurs communautaires et institutionnels » (Prorésilience - UE, jusque février 2020).

Plusieurs résultats ont été atteints à travers ces projets : la consommation de cassave (produit dérivé du manioc) est en nette augmentation dans la région ; 5 unités de transformation ont été équipées et renforcées (cassaverie et moulins à maïs) ; des infrastructures et matériels de pêche ont été mis en place ; les organisations de planteurs sont renforcées, de même que les éleveurs (chèvres, pintades) ; 285 digues en terre ont été érigées dans les zones de crue. La culture de moringa est également promue, très riche en éléments nutritifs.

Dans ces mêmes zones, les personnels de 8 centres de santé et dispensaires ont été accompagnés ainsi que 21 agents de santé communautaires polyvalents. 15 relais communautaires sont renforcés, dont une majorité de clubs de mères : elles sont davantage en mesure de transmettre les messages clés de prévention, assurer une meilleure éducation nutritionnelle et hygiène, dépister la malnutrition. Des centres de santé sont réhabilités et équipés en matériels pour la prise en charge et le traitement des patients.

Le Projet Forsnut :

Le projet « Renforcement du système de santé et des acteurs du Nord-Ouest » (FORSNUT) s'inscrit dans la suite des deux projets précédents, tout en les passant à l'échelle des 10 communes du Nord-Ouest, en partenariat avec Médecins du Monde Canada. Ce projet de 3 ans et demi s'inscrit dans le cadre du Programme Multi-sectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PMSAN) de l'Union Européenne mené sur l'ensemble du département, de manière intégrée avec plusieurs autres opérateurs. 2019 aura permis de construire la stratégie commune entre les 4 Ministères et les organisations concernées, ainsi que l'assistance technique mise en place par le Bureau de l'Ordonnateur National et l'UE. Au niveau des communes d'intervention, les premières étapes ont permis de développer une compréhension commune du projet par les acteurs communaux, mieux connaître leurs rôles et responsabilités sur ces questions et commencer à se mobiliser tant dans les communautés que les structures de santé. Aussi, un lien étroit a été créé avec les dynamiques à l'œuvre dans le cadre du programme parallèle d'ID sur le développement local et l'accompagnement des collectivités territoriales. Ces bonnes dynamiques créées en dépit du contexte très adverse représentent une base importante pour la suite du projet.



Programme Développement Local



10 communes du département du Nord-Ouest

Le programme continue d'avancer sur le renforcement des acteurs locaux, en particulier au niveau institutionnel, afin qu'ils puissent mener efficacement le processus de développement de leur territoire. En 2019, l'accent a surtout été mis sur les élus locaux (Maires et « CASEC ») et cadres des mairies pour renforcer leur capacité en termes de maîtrise d'ouvrage local. De plus, les 10 Mairies du département ont été accompagnées dans le renforcement de leur personnel administratif. Enfin, 34 organisations de la société civile ont terminé la mise en œuvre de micro-projets, dont 18 avec l'accompagnement d'ID et 16 avec le partenaire historique Adema.

ID mène ce programme en collaboration étroite avec son partenaire historique ADEMA : l'une et l'autre accompagnent les acteurs locaux respectivement dans le Haut Nord-Ouest (3 communes) et le Bas Nord-Ouest (4 communes). Un partenariat important a été signé depuis fin 2018 avec le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales pour accompagner l'ensemble des 10 mairies du Département. La vocation très transversale de ce programme amène à collaborer avec l'ensemble des acteurs et institutions du territoire : Ministère de la Planification, Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, organisations de la société civile, Conseils d'administration des sections communales (CASECs), etc.

Le financement est assuré par l'Union Européenne (jusqu'avril 2019) et l'Agence Française de Développement.

Bénéficiaires Directs

- Les cadres des Mairies et Secrétaire CASEC et les agent.e.s et élu.e.s des 3 communes partenaires (Saint-Louis du Nord, Anse-à-Fôleur et Ile de la Tortue)

Bénéficiaires Indirects

- La populations du Nord-Ouest via l'amélioration des services des Mairies (PMAC), des CASEC voire de l'AMAO à la population)

**10 communes accompagnées dont 3 plus directement (Saint-Louis du Nord, Anse-à-Foleur et Ile de la Tortue) soit environ 41 élu.e.s et agent.e.s (8 maires/mairesse, 33 CASEC)
L'Association des Maires et mairesse du Nord-Ouest (AMANO) soit une population totale avoisinant 700 000 habitants.**



En 2019 ID et son partenaire ADEMA ont continué tant bien que mal à collaborer au renforcement des dynamiques locales, malgré les perturbations importantes dans le pays notamment aux niveaux politique, social et sécuritaire. Ainsi, le Programme de Modernisation des Administrations Communales (PMAC) mené par la Direction des Collectivités Territoriales (DCT/MICT) continue de se dérouler de manière prioritaire dans le département, grâce au support qu'il trouve avec ID et ADEMA. Les phases de profilage (état des lieux sommaire du personnel), de diagnostic de l'administration et des politiques publiques locales, ainsi que de restaffing ont pu presque se clôturer au cours de l'année. Ceci concerne 73 cadres des administrations communales dans l'ensemble du département, à travers une démarche inédite et très sensible localement.

Les Mairies des 7 communes prioritaires d'intervention et les CASECs (Conseils d'administration de section communale) se sont aussi renforcés sur la Maitrise d'Ouvrage Communale (MOC). Entre autres, 4 séances de formation sur la MOC ont permis de former 67 agent.e.s sur les trois communes partenaires d'ID dans le Haut Nord-Ouest, entre mai et juillet 2019. Ces cadres ont été accompagnés dans le montage et la mise en œuvre de leur projet. Ainsi, ils apprennent en faisant, témoignent-ils : alors qu'auparavant ils confondaient devis et projet, facture et rapport, ils arrivent aujourd'hui à s'organiser clairement. Ils ont ainsi réalisé et signé leurs documents de micro-projets de toutes sortes (bureau administratif, passerelle enjambant des ravines reliant des routes très fréquentées par la population, aménagement de guérites pour marchandes etc.). Fin 2019, alors même que le pays restait en grande difficulté après la période de « lock », ces 14 micro-projets ont tous été identifiés et/ou validés avec les cadres de concertation communaux. Cf : <https://id-ong.org/appui-au-developpement-local-14-projets-dinteret-public-en-cours-en-haiti/>

A travers toutes ces actions, les dynamiques locales continuent ainsi de se renforcer. L'approche est très appréciée car les acteurs locaux se sentent responsabilisés et valorisés. Ces approches ont d'ailleurs pu profiter au Programme plus large de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, financé par l'Union Européenne et mené par 6 consortia (dont ID) dans le département : entre autres, le rôle des maires et de leur Association départementale (l'AMANO), la place des différents acteurs dans le développement a reçu un écho important par ID, afin d'être davantage considérés comme étant au cœur des projets.

PISCCA

En 2019, ID a aussi initié une nouvelle mission d'assistance technique pour l'Ambassade de France et son programme PISCCA (Projets Innovants de la Société Civile et des Coalitions d'acteurs).

Après les premières phases préliminaires d'assistance à l'Ambassade dès juin 2019, l'accompagnement de 25 OSC a débuté concrètement en novembre 2019 par des séances de formation. Pour la suite du PISCCA, la moitié de ces OSC bénéficieront d'un suivi et accompagnement plus rapproché dans le cadre de la mise en œuvre de leurs projets, ainsi que d'un accompagnement au renforcement de leurs capacités.



 **En Haïti, le PAGODE se déploie sur 3 départements du Grand-Sud (Sud-Est, Sud et Grand'Anse), dans 11 communes (respectivement 4, 4 et 3).**

Le programme a été lancé en mars 2019, dans l'optique de renforcer les compétences des acteurs en matière de bonne gouvernance. Le PAGODE a la spécificité d'intervenir tant au niveau central (Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Ministère de la Planification et de la Coopération Externe) qu'au niveau local (communes), et ce dans l'optique d'articuler et mettre en cohérence les interventions relevant de la gouvernance communale. L'année, bien que marquée par des manifestations et blocages, a permis l'installation des équipes et le lancement des activités, dont le ciblage des communes partenaires, l'état des lieux des administrations communales et des organisations de la société civile, et l'élaboration des cadrages des activités transversales (genre, gestion des risques et désastres).

5 partenaires s'unissent en consortium, liés par une unique convention de partenariat pour mener à bien ce programme : CROSE, ITECA, GRAMIR (3 organisations haïtiennes implantées chacune dans un département d'intervention), IRAM et ID (ONG françaises). ID est chef de file du consortium et coordonne la mise en œuvre du programme. Le renforcement des 5 partenaires s'inscrit dans une dynamique de réciprocité : partage des visions et des approches et échanges de pratiques et des outils.

Bénéficiaires Directs

- les cadres des Ministères et les agent.e.s et élu.e.s des 11 communes

Bénéficiaires Indirects

- Les populations (via l'amélioration des services à la population)

11 communes accompagnées, soit environ 44 élu.e.s et une trentaine agent.e.s

2 Ministères (10 cadres) et leurs services déconcentrés dans 3 départements

1 Fédération Nationale des Maires d'Haïti – FENAMH et 3 associations départementales

1 Fédération Nationale des Femmes Maires d'Haïti (FENAFEMH)

Population totale : 377 000



CECILE BERUT, Responsable de l'Appui aux relations partenariales auprès de CROSE

« Grâce à l'expérience acquise dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans communaux de développement (PCD), ID a réalisé des ateliers d'échanges et de partage sur différentes thématiques principalement celles autour de la réalisation des PCD. Cela se concrétise avec la mise à disposition de boîtes à outil PCD (méthodologie, modèle d'arrêtés ; plans de travail, ...) facilitant le travail de mise en œuvre des activités. Par ailleurs, un cadre accompagnateur en renforcement institutionnel pour renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage des communes partenaires et dans un second temps renforcer CROSE dans ce travail de renforcement des communes partenaires a été mis à disposition par ID ».

Le PAGODE est un programme financé à 100% par l'Ambassade de Suisse en Haïti, afin d'améliorer la gouvernance décentralisée. Cette démarche pilote menée en concertation avec plusieurs Ministères, notamment le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales (MICT), s'étend à l'heure actuelle sur 11 communes réparties sur 3 départements du Grand Sud d'Haïti, sur des territoires où historiquement l'ambassade de Suisse a soutenu de nombreux programmes de développement après le passage du cyclone Matthew.

L'objectif est de renforcer les compétences des acteurs, nationaux (Ministères, Fédérations nationales) comme locaux (Organisations de la Société Civile, communes...), en matière de principes de bonne gouvernance locale et d'administration publique communale, et accroître l'articulation et la cohérence des interventions des acteurs dans ces domaines. La gouvernance locale participative et inclusive est au cœur du programme, et la gestion des risques et désastres est intégrée dans la démarche.

Les premiers mois de l'année 2019 ont été consacrés à la mise en place des équipes, l'identification des 11 communes partenaires et l'établissement des relations de confiance propices à la collaboration avec les institutions et organisations parties prenantes. Ainsi un diagnostic des administrations communales a été établi par chacune des coordinations départementales avec les acteurs locaux. Ceux-ci ont assisté à sa restitution également en présence des services déconcentrés de l'Etat. Ce diagnostic permet de cibler les besoins en renforcement des communes afin notamment qu'elles soient en mesure d'améliorer leurs services publics aux populations, et que ces dernières participent aux décisions prises. Un état des lieux a également été réalisé concernant les organisations de la société civile. Ces entités vont ensuite être accompagnées afin de les renforcer intrinsèquement, et en terme d'articulation/collaboration entre elles, ainsi qu'avec les autorités locales. De manière transversale et concertée, les stratégies portant sur le genre, l'inclusion sociale et la gestion des risques et désastres ont été élaborées afin qu'elles s'insèrent et soient prises en compte dans l'ensemble des activités du programme.

Sa mise en œuvre a néanmoins été perturbée par les manifestations et la période de « peyi lock », durant lesquelles les routes étaient bloquées et nombre d'administrations fermées ou fonctionnant par intermittence.

En 2020, les activités de renforcement et d'accompagnement se concrétiseront, tant au niveau des communes, des organisations de la société civile que des Ministères et Fédérations des Maires et Mairesse, mais également en faveur de la concertation et de la participation aux échelles communale et infra-communale.

MADAGASCAR

2019, les premiers pas d'ID à Madagascar, le lancement du PAGLI et de belles perspectives sur la Grande Île !



Le cumul des vulnérabilités sociales et climatiques

Les indicateurs de développement humain (IDH) de Madagascar le classent comme 161ème pays (sur 189). La pauvreté, avec un taux des plus élevés au monde, concerne 75 % de la population, estimée à 25,6 millions habitants.

Madagascar est le 4ème pays au monde où le taux de malnutrition chronique est le plus élevé, avec près de 50 % des enfants de moins de cinq ans souffrant de retard de croissance.

Madagascar fait partie des pays d'Afrique les plus affectés par les conséquences du changement climatique, présente un taux annuel de déforestation qui augmente progressivement pour atteindre 99 000 ha/an en 2010-2014 (soit un taux de 1,1%/an). La Grande Île subit en moyenne 3 cyclones par an.

Une volonté politique en faveur du pays réaffirmée

Le président, Andry Rajoelina, élu le 18 janvier 2019, a pris ses marques dans le pays avec une forte volonté de faire avancer l'économie malgache au travers du nouveau Plan d'émergence 2019-2023, basé sur 13 objectifs pour stimuler la croissance et réduire la pauvreté.

Suite à son arrivée au pouvoir, il a imposé un calendrier dans la réalisation des projets présidentiels, a procédé au changement des chefs de Région et a nommé des gouverneurs à la tête des Régions, qui ont été dotées de fonds spécifiques pour la réhabilitation des routes.

2019 : ID s'implante à Madagascar

L'année 2019 aura vu l'arrivée et la reconnaissance d'Initiative Développement à Madagascar.

Le lancement du Programme d'Appui à la Gouvernance Locale en Itasy -PAGLI, en mars 2019 s'associe avec la création du siège ID sur l'île rouge : à Miarinarivo dans les locaux de la Région Itasy. L'accord de siège par le Ministère des Affaires Etrangères a pu être obtenu après de longues démarches.

Le PAGLI est le programme du volet appui à la gouvernance de la coopération décentralisée entre la Région Nouvelle Aquitaine et la Région Itasy. Il est financé par l'Union Européenne, le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, la Région Nouvelle Aquitaine et l'Agence de l'Eau Adour Garonne.

Les premiers mois ont été consacrés à la mise en place des équipes, mais aussi à la reconnaissance d'ID dans les réseaux régionaux et nationaux, ainsi qu'auprès des ONG, des ministères et leurs structures déconcentrées, ...

2019 est aussi marquée par la création d'une Direction Pays Madagascar-Comores : le développement de réseaux, l'identification d'opportunités pour ID et des attentes de nouveaux projets sur la Grande Ile auront ensoleillé cette année.

Les actions se construisent et se mettent en œuvre avec et souvent par les acteurs suivants : les mairies, les Casecs (autorités des sections communales), les organisations de base, la Direction de la Santé du Nord-Ouest, le MSPP, le MICT, le MPCE, le MCFDF, la FENAMH, la FENAFEMH, etc.



Les partenaires d'ID à Madagascar sont notamment ceux du PAGLI, seul programme à Madagascar en 2019.

Il s'agit principalement de :

- les 4 intercommunalités et des 15 communes qui les composent : 3AI qui regroupe communes : Imerintsia-tosika, Ambatomirahavavy, Arivonimamo I et II ; MAMI-SOA qui regroupe : Miarinarivo I et II, Soamahamanina, Manazary, Antobe est ; 3AMIROSO qui comprend les communes d'Analavory, Ampefy, Anosibe Ifanja et ASA qui comprend Ampary, Soavinandriana et Antanetibe

Les intercommunalités et les communes sont en même temps les bénéficiaires du PAGLI ; ce sont elles qui, à travers du partenariat dans le cadre du PAGLI construisent leur propre développement local et mettre en œuvre les actions dédiées

- Les OSC de ces communes. En tant que partenaires et actrices du développement local en accompagnement et complément des communes

Les partenaires institutionnels :

- La DREEH : Direction Régionale de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures, une fois que le PAGLI facilitera la mise en œuvre de projets d'Eau, Hygiène et Assainissement par les communes.

- La Région Itasy et la Région Nouvelle Aquitaine, dans le cadre des accords de coopération décentralisée : cadre de financement du PAGLI

- Le SREP : Service Régional de l'Economie et du Plan.

- INDDL : Institut National de la Décentralisation et du Développement Local pour les activités de renforcement des compétences communales.

Autres partenaires

- Office International de l'Eau, qui porte le Contrat de Gestion du Lac Itasy (COGELI) : approche GIRE pour la gestion intégrée du Lac.

- Cœur de Forêt, responsable de la réalisation d'une expérience pilote du Programme Filière Ylang-ylang des Comores (FY-DECO) en contexte malgache : l'utilisation des UDAFE -produites et diffusées aux Comores- à Antsirabe

Quelles sont nos attentes par type de bénéficiaires ?

Les 15 Communes et les 4 intercommunalités sont les bénéficiaires du Programme ID à Madagascar.

Les attentes consistent dans le renforcement de leurs compétences pour une autonomisation et pour des services publics de qualité.



Programme d'Appui à la Gouvernance

Locale en Région Itasy (PAGLI)



A Madagascar, dans la Région Itasy, le programme se déploie sur 4 intercommunalités et les 15 communes qui la composent :

- **L'intercommunalité 3AI compte 4 communes : Imerintsiatosika, Ambatomirahavavy, Arivonimamo I et II ;**
- **3AMIROSO comprend les communes d'Analavory, Ampefy, Anosibe Ifanja ;**
- **ASA rassemble Ampary, Soavinandriana et Antanetibe ;**
- **Et l'intercommunalité MAMISOA regroupe 5 communes : Miarinarivo I et II, Soamahamania, Manazary, Antobe est ; dont Miarinarivo accueille l'Hôtel de Région, où se situent les bureaux d'ID sur l'île.**

Le PAGLI a été lancé en mars 2019. Une 1ère année qui correspond donc, dans un premier temps, à l'installation d'ID et la mise en place de l'équipe de coordination. ID ainsi que le programme sont dorénavant reconnus tant au niveau local (conventions de partenariat avec les intercommunalités, collaboration avec les communes) que régional (synergie avec d'autres acteurs) et national (Ministères, autres ONG...), en tant qu'acteur dans le domaine de la gouvernance locale et de l'Eau, Hygiène et Assainissement.

L'équipe du PAGLI, visant au renforcement des 15 communes en s'appuyant sur les 4 intercommunalités, a établi un rapport de confiance et un travail étroit avec les autorités locales. La nomination d'un Gouverneur de Région en octobre, puis les élections municipales en novembre, ont marqué l'année et demandé un ajustement du calendrier des activités. Les bases (sensibilisations, diagnostics, études techniques, ...) sont dorénavant posées et stables pour mettre en œuvre les activités concrètement en 2020.

ID est l'opérateur technique du PAGLI, qui est porté par la Région Nouvelle Aquitaine et la Région Itasy, partenaires dans le cadre d'une coopération décentralisée. ID assure la coordination du programme en s'appuyant et renforçant les secrétariats permanents des 4 intercommunalités.

Bénéficiaires Directs

- Le personnel des 4 intercommunalités : soit 12 employé.e.s des secrétariats permanents (4 directeurs, 4 chargés d'animation/techniciens et 4 secrétaires comptables) ;
- Les 15 communes soit : 15 maires, 110 conseillers, 314 employés ;
- Ainsi que 219 chefs fonkontany (échelle infra-communale).

Bénéficiaires Indirects

- L'ensemble de la population des 15 communes, soit 475 568 habitants.





- 4 conventions de partenariat co-construites et signées entre ID et les intercommunalités

- 12 employé.e.s des secrétariats permanents des intercommunalités (3 dans chacune) bénéficiaires principaux de l'accompagnement réalisé par l'équipe de coordination du PAGLI, et acteurs essentiels du renforcement auprès des 15 communes

- 62 agents communaux (comptables, responsables financiers, trésoriers...) ont reçu une formation pour gérer un budget programme.

Le PAGLI fait suite à un précédent programme, le 3P2I, mis en œuvre dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Région Nouvelle Aquitaine et la Région Itasy par un autre opérateur. Il avait permis de structurer les 4 intercommunalités et installer leur secrétariat permanent respectif.

Dorénavant, il s'agit de poursuivre l'autonomisation des intercommunalités et, en s'appuyant sur les secrétariats permanents des intercommunalités, de renforcer les compétences des 15 Communes, afin notamment qu'elles soient en mesure d'apporter des services publics de qualité à toutes les populations, et que ces dernières participent aux décisions prises, particulièrement dans le domaine de l'eau, hygiène et assainissement.

Les premiers mois de l'année ont été consacrés à la mise en place de l'équipe de coordination et de ses moyens d'actions. 2019 a permis d'installer un mode de fonctionnement avec les secrétariats permanents, véritables collaborateurs du programme tout en étant bénéficiaires, et de tisser un lien de confiance avec les intercommunalités et les communes. Dans la logique de renforcement des capacités, 62 agents des communes en lien avec les questions financières, ont d'ores et déjà reçu une formation.

La nomination d'un Gouverneur de Région en octobre, puis les élections municipales en novembre, ont marqué l'année et demandé un ajustement du calendrier des activités. Dorénavant, les nouvelles équipes municipales installées reconnaissent le rôle du PAGLI et l'intérêt de leur renforcement ainsi que de celui des intercommunalités.

La sensibilisation réalisée auprès des acteurs locaux permettra d'assurer une parfaite collaboration pour la réalisation des diagnostics et l'élaboration des plans de renforcement des capacités des communes et des intercommunalités. Egalement, en 2020, le travail se poursuivra à l'échelle infra-communale (fonkontany) et se concrétisera notamment avec la définition et la mise en œuvre de projet eau et assainissement portés à l'échelle communale ou infra-communale.



Devenir opérateur de projets en lien étroit avec des ministères, dans un contexte tendu pour les ONG internationales qui font face à des modifications législatives impactant directement les actions, est un véritable défi pour ID.



Un contexte pays difficile mais qui n'a pas freiné l'avancée des projets

Crise économique et sociale, grèves de longue durée à la Mairie de Moundou, principale partenaire dans la mise en œuvre des programmes PLIM et Komnand, crise sécuritaire aussi, avec la recrudescence constatée des actes perpétrés par Boko Haram dans la région du Lac Tchad et l'existence de rébellions armées dans le nord du pays, l'année 2019 n'a pas été assez favorable pour ID au Tchad.

Les actions, en particulier, dans le secteur de l'hygiène et de l'assainissement et du développement local ont été largement impactées par la grève de longue durée à la Mairie de Moundou, principale partenaire dans la mise en œuvre des programmes PLIM et Komnand.

Suite à une polémique entre les ONG et l'État Tchadien sur la base d'un dispositif qu'a mis en place le ministère de l'économie, de la planification et du développement concernant l'application du décret 1917 et 1918 relatifs aux ONG, deux projets soumis au financement de l'UE n'ont pas eu de suite jusqu'en fin d'année. Si cette position de l'UE et de l'État tchadien ne change pas, ID pourra sentir négativement les effets à cause de ses projets qui prendront fin en 2020-2021. En effet, ID devra monter des projets et trouver des sources de financement et l'UE est l'un des grands bailleurs au Tchad.

En revanche, il y a une lueur d'espoir sur le plan économique. L'abattoir moderne construit à Moundou sera inauguré en 2020. Bien que les viandes issues de cet abattoir seront exportées, son existence à Moundou mettra un coup de pression pour rendre opérationnel la centrale à gaz qui est en chantier pour servir d'énergie ; prioritairement les usines dans la zone de Moundou.

Un nouveau positionnement d'opérateur pour ID

ID intervient également comme prestataire de mise en œuvre pour le compte des ministères de l'Éducation Nationale pour le PAQEP et Eau-Environnement-Pêche pour le PLIM. Ces contrats obligent à entrer en dialogue avec des acteurs de niveau central, en adoptant de nouvelles réflexions comme la problématique de la dissémination des actions phares dans tout le système ou la prise en compte approfondie des modes de travail, de décision, des directives ministérielles... Un apprentissage qui permet aussi d'ancrer au mieux nos projets dans les politiques publiques mais aussi d'influencer au niveau national les orientations et les stratégies. Une façon de donner une envergure nationale à des problématiques locales. Les contrats d'opérateur pour ID sur le PLIM et le PAQEP permettent aussi à ID de s'imprégner des réalités parfois liées à la difficile collaboration qui peut exister entre les ONG comme ID et les institutions de l'État. Ce rapport a parfois des impacts en termes de retard sur le calendrier de mise en œuvre des activités.



La diversification des partenariats pour un meilleur ancrage

Intervenant en partenariat avec des acteurs de la société civile (Union des Femmes pour la Paix, PADIESE, AGIR), avec le secteur privé souvent informel (forgerons, vidangeurs...), mais aussi avec les acteurs institutionnels au niveau déconcentré (mairies, inspections pédagogiques, délégation au développement rural ...), ID mise sur une diversité d'acteurs du territoire pour mener à bien les activités.

Quels sont les partenaires privilégiés d'ID dans ce pays? pourquoi travailler spécifiquement avec ces types de partenaires ?

- La société civile surtout sur la base d'une expertise spécifique complémentaire et culturellement adaptée, en responsabilité souvent ou parfois en accompagnement sur des activités importantes.

Elle facilite le déblocage de certaines situations sur le terrain en cas de mésentente ou conflit du fait de leur couleur société civile. Ces acteurs se rendent souvent disponibles pour les séances de travaux et apportent un appui intéressant dans l'identification des nouveaux projets, nouvelles thématiques d'intervention et dans la mobilisation d'acteurs.

- UFEP : partenaire sur 2 projets : droits des femmes/mobilisation sociale/implication des femmes

- PADIESE : partenaire de mise en œuvre en responsabilité sur le PAQEP pour la zone de N'Djamena

- AGIR : sur l'eau et ayant un mandat du MEEP

- Des acteurs institutionnels pour un ancrage dans les politiques publiques, une dissémination de nos actions et un « portage politique » des actions et innovations.

- La Mairie de Moundou qui devient un partenaire fort dans le cadre d'une convention de partenariat signée entre les deux parties à la suite d'un vote en conseil municipal touchant presque tous les secteurs sur lesquels ID travaille ; un outil de renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale,

- Les inspections pédagogiques,

- Le CDFCEP (Centre Départemental de Formation Continue des Enseignants du Primaire),

- Le MENPC (Ministère de l'Éducation Nationale et de la Promotion Civique) et le MEEP (Ministère de l'Eau de l'Environnement et de la Pêche) : une grande nouveauté pour ID ; travailler avec des acteurs institutionnels au niveau national

- Des entrepreneurs privés/appui au secteur privé, petits entrepreneurs souvent informels :

- Forgerons ;

- Entreprise de vidange et compost ;

- Entreprise de construction sur la filière latrine ;

- Opérateurs de collecte des déchets.

Quelles sont nos attentes par type de bénéficiaires ?

- Autonomie des acteurs pour la pérennisation des résultats et des nouvelles initiatives afférentes ;
- Responsabilisation dans la complémentarité de mise en œuvre des projets (forgerons, inspections et associations des parents d'élèves (APE) des écoles)

Pour la société civile :

Responsabilisation sur les activités, autonomie de gestion et d'organisation

Pour les institutions :

Accompagnement dans la planification, la mise en œuvre des activités si nécessaire et surtout faciliter l'ancrage d'ID dans les différents secteurs d'intervention. Ils doivent aussi appuyer ID dans le règlement des différends, dans les démarches administratives en de sollicitation etc.

Projet Filière Cuiseurs Economes

Phase 2



Moundou, Province du Logone Occidental, Tchad

Retrait progressif d'ID des fonctions clefs de la filière, augmentation des ventes de cuiseurs directement conclues par les producteurs et les revendeurs/ses, lancement de la production de biocombustibles au village de Tilo : l'année 2019 a été marquée par une plus grande synergie et une meilleure coordination entre tous les acteurs/trices de la filière cuiseurs économiques à Moundou. Une filière qui, accompagnée et soutenue par ID cherche plus que jamais à allier développement économique et protection de l'environnement, en proposant de réduire la consommation domestique de bois dans un pays où plus de 90% des ménages sont dépendants du bois-énergie pour cuisiner.

ID en partenariat avec l'Union des Femmes pour la Paix [UFEP], très active dans l'accompagnement des associations féminines dans l'organisation des sensibilisations autour des avantages du foyer amélioré Lafia et de la lutte contre la déforestation.

Bénéficiaires Directs

- 68 actrices et acteurs économiques locaux : 15 forgerons, 13 associations féminines (environ 30 actrices de la promotion), 20 gestionnaires de points de vente.

Bénéficiaires Indirects

- 5 000 utilisatrices de cuiseurs économiques Lafia et leurs familles

- 12 formations en renforcement des compétences entrepreneuriales et organisationnelles organisées avec les acteurs en 2019

- 92% des acteurs de la filière satisfaits de l'accompagnement proposé par ID

- 13 associations féminines formées et accompagnées dans la réalisation de sensibilisations

- 32 sensibilisations quartiers organisées à Moundou et dans les zones rurales environnantes- 4 062 personnes sensibilisées aux avantages du foyer amélioré Lafia et à la lutte contre la déforestation.

- Hausse des ventes de 30% en 2019 : 1 500 cuiseurs économiques diffusés en 2019, + de 5000 depuis 2015.



Depuis 2015, le programme FCE accompagne les producteurs, revendeurs/ses de foyers améliorés Lafia économes en bois et associations féminines dans la structuration d'une filière pérenne. L'objectif est double : renforcer le tissu économique local tout en contribuant à la lutte contre la déforestation, dans l'un des pays les plus exposés aux conséquences des changements climatiques.

2019 a marqué un tournant dans le développement de la filière. Après plusieurs années d'accompagnement et de formations des producteurs et revendeurs/ses, ID s'est retiré des fonctions d'avance sur commande, de stockage et de vente à crédit des cuiseurs économes. Désormais, les ventes sont donc directement conclues entre acteurs/trices, sur le marché local. Une avancée considérable, né de l'accompagnement de la filière sur plusieurs axes. :

Accroître l'offre et la demande en professionnalisant la filière

« Les formations nous permettent d'être autonomes dans la gestion de notre activité commerciale. On a maintenant des bonnes bases pour continuer les ventes de foyers Lafia sans qu'ID intervienne. » - **SIGNA Pierre, Commerçant-revendeur de produits de la forge, Quartier Djarabé, Moundou**

Le renforcement des compétences entrepreneuriales et organisationnelles au cœur des objectifs du programme s'est poursuivi en 2019 avec l'organisation de différentes formations autour des normes qualité de production, des techniques de ventes et des techniques de gestion financière et des stocks. Le but : structurer progressivement la filière et permettre également une meilleure coordination de l'offre et de la demande de cuiseurs au niveau des producteurs et des revendeuses et revendeurs.

Parallèlement, 13 associations féminines ont été accompagnées et formées à l'organisation de sensibilisations au sein des quartiers de Moundou et en proche zone rurale (30km de la ville). Ces activités ont non seulement été l'occasion de sensibiliser différentes communautés aux avantages des cuiseurs économes et à la nécessité de lutter contre la coupe abusive des arbres ; elles ont aussi permis d'accroître la visibilité de femmes qui ont encore peu l'occasion de s'exprimer en public.

Enfin, les acteurs et actrices de la filière ont été accompagnés dans la recherche de solutions de financement pour développer leurs métiers et ainsi dynamiser les ventes : échanges avec les caisses d'épargne et de crédit sur l'épargne et l'investissement, cofinancement par ID de matériel promotionnel et publicitaire et d'équipements pour les ateliers de forge, appui à l'acquisition d'un stock de matières premières pour produire (producteurs) et d'un stock de cuiseurs pour se lancer (revendeurs).

Encourager les synergies entre acteurs et actrices de la filière

ALLAHRAMADJI Armand, artisan forgeron, Quartier Dokab, Moundou

« Depuis la phase 2, on se connaît mieux entre nous. Certains de nos clients revendeurs sont des quincaillers qui peuvent aussi nous arranger pour d'autres activités de production que les foyers. Ça améliore les affaires. »

Plusieurs activités ont été entreprises en 2019 pour améliorer la coordination entre producteurs et points de vente Lafia. Ainsi, 17 visites d'ateliers de forge avec les revendeuses et revendeurs ont été organisées dans le but de faire connaître les forgerons producteurs de foyers améliorés Lafia mais aussi leurs conditions de travail. Par ailleurs, un cadre de concertation a émergé par le biais de rencontres interacteurs. Organisées une fois par trimestre, ces réunions sont l'occasion pour les acteurs et actrices de réfléchir ensemble au développement de la filière et de partager ses expériences. Des temps d'échanges riches en débats et propositions et qui, pour 80% des participants/tes ont permis à la filière de gagner en autonomie [Enquête de satisfaction des acteurs de la filière CE- 2019].



L'une des rencontres décisives de l'année a été l'organisation des Assises de la Filière Cuiseurs Économes qui, en juin 2019 a permis de réunir une centaine de partenaires (producteurs, points de vente, organisations de la société civile, institutionnels, établissements de microfinance) autour du foyer amélioré Lafia, du développement de l'entrepreneuriat et des enjeux environnementaux.

Accroître la synergie des acteurs permet incontestablement de mieux coordonner l'offre et la demande de cuiseurs, mais elle augmente aussi considérablement la visibilité d'acteurs et actrices économiques locaux souvent marginalisés et/ou peu reconnus au-delà des

Lutter contre la déforestation liée à la consommation de bois-énergie

Orpha DANDE, cultivatrice, membre de l'Union des femmes de Tilo.

« Je suis très fière de moi et de mon association : fière de cuisiner avec des briquettes de charbon bio que j'ai moi-même produites. Mais le fait d'avoir eu à couper aucun arbre pour les produire me rend encore plus fière. »

Enjeu majeur du projet FCE et au cœur des préoccupations des associations féminines qui sensibilisent les communautés sur la coupe abusive de bois, le foyer amélioré Lafia permet de réduire la consommation en bois des ménages de 40 à 50% par rapport à un foyer traditionnel au bois. Son utilisation avec le charbon de bois - dont l'impact carbone est 4 fois plus élevé que le bois- est fortement déconseillée au Tchad. Malgré cela, nombreux sont les ménages qui ne peuvent se passer du charbon pour cuisiner. Dans ce contexte et dans l'optique de proposer des alternatives au bois-énergie, ID a lancé fin 2018 une expérimentation avec l'Union des femmes du village de Tilo, à 22 km de Moundou : la production de biocombustibles à base de déchets agricoles (paille de riz, tiges de sésame, coques d'arachide). En 2019, 4 femmes ont été formées au processus de carbonisation et de moulage de buchettes. Convaincues par l'approche et par le produit fini, les femmes ont à leur tour formé une dizaine de membres. Face à l'engouement de l'Union et aux premiers résultats obtenus, ID poursuit son soutien aux femmes par le biais de suivis réguliers, dans le but d'améliorer le processus de production. Une presse est en cours de fabrication et devrait permettre aux femmes d'accroître leurs capacités de production tout en améliorant leurs conditions de travail.

Les perspectives

- Finalisation de l'expérimentation biocombustibles à Tilo
- Poursuite de l'accompagnement sur la gestion financière et des stocks avec l'ensemble des acteurs et actrices
- Poursuite des sensibilisations par les associations féminines au travers de la mise en œuvre d'ateliers cuisine
- Cofinancement de petits équipements et outillages



Projet de Lutte contre les Inondations

à Moundou (PLIM).



Au Tchad, dans la ville de Moundou, le projet se déploie dans 13 quartiers :

- **6 quartiers pour une phase pilote ; Guelbé, Haoussa, Bornou, Mbomian, Guelkoura 1 et 2,**
- **7 quartiers pour la phase d'extension ; 15 ans 1 et 2, Gueldjem 1 et 2, Mbombaya, Djarabé 1, Baguirmi**

L'année 2019 a été marquée par l'élaboration et la validation des différents outils du projet, le plan de gestion des déchets solides, le plan de communication, le plan de formation et le plan de gestion du curage.

Pour renforcer la mairie dans la gestion du service déchet, les acteurs du projet ont validé le financement d'une benne neuve de 12 m³. Celle-ci sera livrée en 2020. Avec l'acquisition de cette benne, le service pourra démarrer et l'évacuation des déchets vers la décharge finale sera assurée.

Au cours de l'année, la mairie a aussi octroyé deux parcelles de 600 m² chacune pour la construction des aires de transit des ordures ménagères (ATOM).

L'exécution du plan de gestion du curage a démarré avec le curage en avril 2019. Cette opération a permis de curer environ 12 km de canaux engorgés par les déchets. Les femmes sont particulièrement actives et parties prenantes de l'activité.

Une campagne de sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement a été initié en avril, touchant 4388 ménages. Une campagne de promotion du service de collecte des déchets a été lancé en juin. Elle a permis de toucher 3986 ménages.

Des formations à destination des acteurs du projet ont été mis en œuvre :

- Pour l'équipe communale, sur la maîtrise d'ouvrage communale, la planification et le suivi des services déchets,
- Pour les Opérateurs de Pré-Collecte des déchets, sur le fonctionnement du service de gestion des déchets, les mesures de prévention à la sécurité et l'hygiène,
- Pour les organisations chargées du curage des caniveaux, sur les techniques de curage, l'organisation et la planification, et les mesures de prévention à la sécurité et l'hygiène

Le PLIM est un projet du Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche, sous financement de l'Agence Française de Développement. ID intervient en tant que consultant de mise en œuvre, en groupement avec le GRET.

Le groupement a pour mission d'accompagner la Mairie de Moundou dans la mise en place et le renforcement des services de gestion des déchets solides et de curage des canaux de drainage des eaux de pluies.

Bénéficiaires Directs

- Le personnel technique de la mairie : 8 personnes
- Le maire et ses 3 adjoints : 4 personnes
- Les comités d'assainissement (CA) : 6 CA et 5 associations pour un total de 385 personnes.
- 50 opérateurs de pré-collecte (OPC)
- La population des 12 quartiers touchés par le projet soit 79 134 personnes

Bénéficiaires Indirects

- La population de Moundou dans sa globalité qui compte environ 190 000 habitants



- Assainissement pluvial : 1 plan de gestion du curage validé par le conseil municipal ; 11 organisations d'assainissement mobilisées pour le curage dont 385 personnes parmi lesquelles 137 femmes ; 12 km de canaux curés.

- Gestion des déchets : 2 parcelles de 600 m2 chacune accordées par la mairie pour la construction de 2 ATOM

- Information Education et Communication : 1 plan de communication validé ; 1 campagne de sensibilisation réalisée avec 28 animateurs, touchant 3488 ménages, soit 18132 personnes dont 10967 femmes (60%). Une campagne de promotion du service réalisée auprès de 3986 ménages.

- Renforcement de capacités : 1 plan de formation validé ; 8 formations réalisées auprès de 112 personnes bénéficiaires.

En 2014, le Ministère de l'Hydraulique Rurale et Urbain de la République du Tchad a commandité, la réalisation du Schéma Directeur des Eaux Pluviales et des Eaux Usées de la ville de Moundou dans le but de « Contribuer à réduire les inondations et les problèmes sanitaires et environnementaux liés à l'assainissement ». Les recommandations de ce schéma directeur d'assainissement des eaux pluviales et des eaux usées de Moundou soulignent l'importance de structurer un service de pré-collecte des déchets solides (GDS) qui permettrait de répondre à la problématique des inondations causées par l'obstruction du réseau de drainage par les déchets. Il réduirait par ailleurs significativement le nombre de dépôts sauvages en ville et éviterait la diffusion des maladies en améliorant le cadre de vie des ménages.

Le Projet de Lutte contre les Inondations à Moundou (PLIM), financé par l'AFD et mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de la Pêche (MEEP) vise à améliorer les conditions de vie de la population de Moundou à travers la structuration des services d'assainissement des eaux de pluies et de collecte des déchets de la Commune de Moundou.

Il est organisé en 3 composantes :

- Une composante infrastructure visant à améliorer et étendre le réseau d'assainissement pluvial de la ville ;
- Une composante hydraulique fluviale visant à réaliser une étude de faisabilité qui permettra de définir les investissements nécessaires pour pallier les débordements du fleuve Logone ;
- Une composante d'appui pour une gestion performante et durable des services d'assainissement pluvial et de collecte des déchets,

La prestation du groupement ID-GRET s'inscrit dans la troisième composante. Les objectifs de cette prestation sont de :

- Mettre en place une gestion pérenne du curage des drains,
- Structurer la collecte des déchets,
- Développer des actions d'Information Education et Communication qui encouragent le changement de comportement,

En 2019, les acteurs se sont accordés sur la nécessité de doter la mairie d'une benne neuve de 12 m3 et de débloquer des fonds pour l'aménagement de la décharge finale. Le processus d'acquisition du camion et l'aménagement de la décharge sont en cours. Des opérations de curage ont été réalisées, et le lancement du service de collecte des déchets est en préparation. Les études pour la construction de deux aires de transit des ordures ménagères ont été initiées. La construction des infrastructures sera réalisée en 2020.

Avant le lancement des campagnes de sensibilisation, et campagne de promotion du service, des formations ont été réalisées auprès de 28 animateurs des associations de Moundou, mobilisées dans le cadre du projet.

En 2020, l'aménagement de la décharge finale sera réalisé. Avant le lancement du service, le projet va acquérir deux camions neufs, de 12 m3 et de 6 m3. Ces acquisitions doivent permettre à la mairie de garantir la durabilité et la fiabilité du service déchets. Au lancement du service, les dépôts sauvages dans la ville seront évacués.



Le développement local pour renforcer les collectivités locales et leur gouvernance

KOMNAND III



République du Tchad, Commune de Moundou (Province du Logone Occidental)

La budgétisation participative conduite par les cadres de concertation dans les 4 arrondissements de la ville de Moundou permet le lancement des microprojets de développement local.

ID est le responsable de la mise en œuvre du programme. Elle coordonne l'ensemble des volets d'activités, avec une expertise reconnue de structuration et d'accompagnement de cadres de concertation (CDA et CCC) dans l'animation et la planification du développement local.

La Commune de Moundou : A la fois partenaire et bénéficiaire des actions. Participe à l'animation des concertations grâce à un planificateur communal recruté et mis à disposition par le programme

4 Comités de développement de l'Arrondissement (CDA) / 1 Cadre de Concertation Communale (CCC) : principaux bénéficiaires et acteurs en première ligne pour la mise en œuvre des PDA et de la sélection des microprojets issus de ces plans. Ces cadres de concertation sont au cœur de la démarche de concertation et d'animation du développement local, et c'est à ce titre qu'ID et ses partenaires s'emploient dans leur renforcement grâce à un accompagnement continu mettant en avant l'apprentissage par la pratique.

Bénéficiaires Directs

- Les différents volets d'actions contribueront à renforcer les capacités de 31 conseillers municipaux, 4 délégués d'arrondissement, 31 chefs de quartiers, 251 chefs de carrés et environ 30 associations locales dans la mise en œuvre d'actions et de projets de développement du territoire.
- Grâce au volet « Education », 600 élèves bénéficieront d'une amélioration de leur condition d'étude grâce à la construction de nouvelles salles permettant d'alléger les effectifs scolaires et de tables bancs. Les jeunes de 4 arrondissements auront également un accès renforcé à des activités sportives.
- Le volet « Aménagement » permettra de réduire l'enclavement des 20.451 habitant.e.s de 5 quartiers grâce à de la rénovation de routes et la construction de dalots. Les personnes en situation de handicap seront également bénéficiaires du volet Aménagement grâce à la construction de rampes d'accès pour accéder aux bâtiments publics

Bénéficiaires Indirects

- 200.000 habitants de Moundou grâce à ces différents volets d'actions.



- 4 CDA et 1 CCC reconnus par arrêté municipal
- 4 PDA développés via un processus de budget participatif (363 participants dont 92 femmes consulté.e.s)
- 8 actions de Renforcement des capacités de la Commune de Moundou et des cadres de concertation sur la planification participative, la maîtrise d'ouvrage communale, le rôle d'un cadre de concertation, la décentralisation, la fiscalité locale, l'aménagement du territoire etc.
- 1473 personnes, dont 403 femmes, sensibilisées à la citoyenneté, la décentralisation, le développement local et les plans de développement d'arrondissement
- 17 OSC de niveau régional regroupé au sein d'un Groupe de Travail Thématique
- Sept focus group, trois débats thématiques et 7 émissions radio en faveur du dialogue OSC / élus
- Volet santé : 3 salles d'observation construites dans un centre de santé et une maternité / rénovation d'un bâtiment pour en faire un centre de santé
- Volet eau : 12 PMH neuves ont été installées et 82 PMH en pannes ont été réhabilitées
- Volet accessibilité : 36 rampes d'accès aux bâtiments publics pour les personnes en situation de handicap ou mobilité réduite.

DINGAMGOTO Symphorien, 37 ans, Représentant des OSC CDA N°4.

« KOMNAND III se distingue des autres mis en œuvre à Moundou de par son approche inclusive et participative des acteurs locaux. Mon implication dans ce projet m'a permis de me découvrir comme étant un acteur important de développement de mon Arrondissement. Un autre élément à mettre en actif de ce projet est la création d'une synergie d'action entre OSC, autorités locales et traditionnelles ; chose qui ne se faisait pas au paravent. Et cela représente pour moi un réel tremplin et une nouvelle façon de penser un développement local et durable. »

DJIM-AM Paul KOROMBAYE, 59 ans, Chef de quartier Gueldjem II.

« En tant que première personne ressource de mon quartier (chef de quartier), je participe activement aux actions de KOMNAND III comme membre du CDA. Ce projet nous a permis de cerner véritablement la décentralisation en rapport avec le développement local. Grace à KOMNAND III, nos capacités sont renforcées et désormais, nous chefs de quartiers sommes à mesures d'impulser le développement de notre circonscription. Par contre, je demanderai à K3 de minimiser le cofinancement en ce temps de crise pour faciliter la réalisation de nos microprojets et de nous renforcer davantage en moyens matériels et financiers pour accroître la mobilisation de la population. »

DIANTAR Evariste, IDE, 32 ans Responsable du centre de santé de 15 ans.

« Le programme KOMNAND III de par ses actions dessert grandement la population moundoulaise de ses difficultés de base. L'appui au centre de santé 15ans dont je suis le responsable reste une preuve concrète des actions de ce projet, car aujourd'hui la capacité d'accueil du centre s'est agrandi grâce aux travaux réalisés. Cependant, il importe aussi de souligner qu'en tant que bénéficiaire, nous étions pleinement impliqués dans toute la démarche de mise en œuvre. Tout de même, nous comptons encore sur KOMNAND pour agrandir davantage notre capacité de prise en charge des malades. »

DJEBAREM BERANG, 54 ans Délégué du 1er Arrondissement municipal.

« Le projet KOMNAND depuis sa première phase jusqu'à maintenant a véritablement aidé la commune à redorer son image vis-à-vis de sa population surtout en ce temps de crise que gère la mairie depuis quelques années déjà. De ce fait, en tant que représentant du maire dans ma circonscription, je suis impliqué à toutes les phases de la mise en œuvre du projet. La démarche adoptée est exclusive et facilite l'animation de la concertation au niveau local. Aujourd'hui, les acteurs locaux sont à mesure de mener de manière autonome les actions sur leurs territoires, grâce aux multiples activités de renforcement de capacité déroulées par le projet. Par ailleurs, il importe de souligner que certains acteurs n'ont pas encore cerné le sens du bénévolat qui est au cœur du développement local. Ce qui de temps en temps handicape la réalisation de certaines actions. »



A l'échelle locale, le programme a évolué dans un contexte institutionnel particulièrement compliqué du fait de la situation politique et économique complexe dans lequel se trouve son partenaire, la Commune de Moundou. Le fonctionnement de la municipalité est en effet paralysé du fait d'impayés de salaires au personnel et des non-versements des dotations de l'Etat à la collectivité. La Commune de Moundou peine donc à réaliser ces ambitions de développement. Au-delà des ressources, la faible capacité de la commune à fournir des services aux habitants, entraîne un désintérêt marqué, voire une méfiance, de la part des citoyens à l'égard des élus municipaux. Il est donc nécessaire de favoriser la participation citoyenne et le dialogue avec les associations locales pour construire collectivement l'amélioration des conditions de vie et d'accès aux services essentiels de la population de Moundou grâce à des micro-projets identifiés et priorisés et portés par les habitants eux-mêmes.

L'année 2019 a débuté par l'institutionnalisation des 5 cadres de concertation par la Commune de Moundou permettant l'appropriation de la dynamique de concertation par la municipalité. Dans le but de pérenniser ces espaces, les membres des 5 espaces de concertation ont bénéficié de nombreuses formations afin de pouvoir maîtriser le cadre de la décentralisation, les principes du développement local et d'une planification participative. Enfin les cadres de concertation ont été formés sur le rôle et le fonctionnement de ces espaces. ID a poursuivi ces actions de renforcement en accompagnant les acteurs tout au long de la mise en pratique des activités de concertation et planification.

Cette dynamique de renforcement s'est poursuivie avec un appui à la Mairie de Moundou afin de consolider les capacités des élus et les techniciens municipaux dans la gestion des affaires municipales afin que ceux-ci puissent pleinement jouer leur rôle de pilotes du développement local. Des formations sur la planification participative, la maîtrise d'ouvrage et sur la fiscalité locale ont été organisées permettant de redonner un certain dynamisme interne à la mairie toujours paralysée par une crise financière et lui permettant de s'impliquer dans la réalisation et le suivi de la mise en œuvre des PDA. Afin d'encourager le partage de bonnes pratiques au sein des collectivités territoriales, ID a organisé un atelier entre les Communes de Moundou et du 6ème arrondissement de la ville de N'Djaména afin que les deux collectivités échangent sur les enjeux de la gestion communale et ces problématiques. L'expérience a été particulièrement enrichissante pour les élus et techniciens de Moundou, la Commune du 6ème arrondissement de N'djaména possédant une avance considérable en matière de collecte des taxes municipale. A l'issue de cette mission, la Commune de Moundou s'est emparé des leçons apprises pour réorganiser ses services fiscalités et mettre en place une nouvelle procédure de collecte.

La finalisation de la réalisation des PDA a été la principale activité du programme de Kommand lors de cette année 2019. Des ateliers de budgétisation participative ont été organisés afin de permettre aux habitant.e.s de s'exprimer et de définir les priorités d'actions. Les ateliers de budgétisation participative ont réuni 363 participants dont 92 femmes. Afin de faciliter l'identification et la priorisation, les cadres de concertation ont conduit un diagnostic territorial ainsi qu'un processus de cartographie participative. Cette cartographie, dressant un inventaire exhaustive des infrastructures socio-économique de la ville, a servi d'outil de médiation objectif pour arbitrer quels étaient les projets réellement prioritaire en fonction des équipements présents et fonctionnels dans chaque quartier. A l'issue de ces concertations, 4 PDA, déclinaisons opérationnelles du PDC de la Commune de Moundou, ont été rédigé, validé par l'ensemble des parties-prenantes puis partagées avec les habitant.e.s. 600 exemplaires des PDA ont ainsi été distribués dans les différents arrondissements de la ville.

Sur la base de ces concertations populaires et citoyennes, le programme a appuyé les CDA dont la conduite de microprojets conçus par les habitant.e.s eux-mêmes. Dans une logique de responsabilisation, ceux-ci ont d'ailleurs contribué à leur financement à hauteur de 5% pour chaque projet grâce aux collectes soigneusement organisées avec l'appui d'ID. Afin de faciliter l'accès à de la farine de qualité et générer une petite activité génératrice de revenu, un moulin à grain a ainsi été construit dans le 1er arrondissement, permettant aux femmes du quartier de venir moudre leur grain plus facilement. Moundou fait face à de très fort enjeux sanitaires, ses infrastructures étant vétustes et ne permettant une bonne prise en charge des malades et femmes enceintes. Pour répondre à cette problématique, les habitant.e.s de Moundou ont choisi de lancer en urgence la construction de 3 salles d'observation (dans un centre de santé et une maternité du centre-ville) et de rénover un bâtiment abandonné pour en faire un nouveau centre de santé. Afin d'améliorer l'accessibilité des bâtiments publics, les CDA ont choisi de construire 36 rampes d'accès permettant une amélioration des conditions de vie des personnes en situation de handicap ou en mobilité réduite de Moundou. Le volet de microprojet le plus important a été celui de l'accès à l'eau. A Moundou, de nombreux quartiers n'ont pas un accès à l'eau potable à proximité de leur habitation, forçant les femmes et jeunes filles à de pénible trajet pour aller en puiser. Pour remédier à cette situation, les CDA des 4 arrondissements ont inscrit comme priorité l'installation des Pompes à Motricité Humaine (PMH) afin de densifier le réseau d'approvisionnement. 12 PMH neuves ont ainsi été installées et 82 PMH en pannes réhabilitées permettant une meilleure desserte en eau potable notamment dans les quartiers périphérique de la ville.

Afin de conserver la confiance des habitant.e.s, les CDA ont multiplié les réunions de reddition des comptes dans les arrondissements et quartiers de Moundou afin de rendre compte de l'avancée des microprojets. Cette dynamique s'est révélée d'autant plus importante afin de maintenir la mobilisation des habitants autour des contributions au financement des microprojets.

Afin de faire vivre la participation citoyenne, les acteurs de la société civile ont également pu bénéficier d'appui destiné à consolider une dynamique collective. Une plateforme de 17 OSC régionales a ainsi vu le jour permettant à ces acteurs de travailler ensemble sur les problématiques de développement de la ville. Sept focus group et trois débats thématiques organisés par ID ont permis à cette plateforme de faire part de ces travaux aux autorités locales et de produire des recommandations en vue d'alimenter les politiques municipales. Les OSC locales ont également été renforcées dans leur organisation et dans leurs capacités à contrôler l'action publique grâce à des formations sur la vie associative et la gouvernance locale. Afin de diffuser plus largement auprès de la population les enjeux d'une citoyenneté active, les OSC ont également animé 7 émissions radio et 4 campagnes d'éducation citoyenne.



Consolidation du Service Public de l'Eau dans le Sud du Tchad et Amélioration de l'Accès à l'Assainissement et à la Gestion des Boues à Moundou



Le volet « consolidation du service public de l'eau » s'inscrit dans les régions où travaille la Cellule de Conseil et d'Appui à la Gestion (CCAG) : le Logone Occidental, le Logone Oriental, la Tandjilé, le Mandoul et le Moyen Chari.

Le volet assainissement concerne la ville de Moundou, deuxième ville du pays et chef-lieu de la Région du Logone Occidental, dont la population s'élève à environ 200 000 habitants.

Le programme a démarré en 2017 pour une durée de 3 ans. Sur le volet Eau, La CCAG accompagne environ 50 Adduction d'Eau potable. En 2019, plusieurs activités ont été mises en œuvre :

- La mobilisation des bénéficiaires autour de la question d'eau potable à travers des sessions de formation,
- La réorganisation du dispositif de maintenance afin de trouver des solutions durables et efficaces aux problèmes de pannes récurrents,
- L'appui à la mutualisation de fonds de renouvellement des équipements et les fonds de maintenance dans chaque sous-fédération des AUE pour permettre de pérenniser le service public de l'eau à long terme,
- Le lancement de l'ensemble des travaux sur les réseaux d'adduction et de distribution d'eau potable,

Sur le volet assainissement, en 2019, 20 latrines ont été subventionnées, ce qui donne un total de 89 latrines subventionnées sur toute la durée du projet. Les activités de sensibilisations dépassent largement les prévisions et 18 499 personnes ont ainsi été touchées en 2019 à travers 144 séances de sensibilisation, ce qui totalise 49 770 personnes touchées depuis le début du projet.

ID a mis en œuvre le programme avec des partenaires locaux.

Sur le volet Eau, l'ONG AGIR, est délégataire de la mission de la Cellule de Conseil et d'Appui à la Gestion, auprès de 50 Associations d'Usagers de l'Eau (AUE). En échange de ses services, elle perçoit une rémunération de la part des AUE.

Le volet d'accès à l'assainissement du projet est réalisé en partenariat avec :

- La Mairie de Moundou, maître d'ouvrage,
- Des entrepreneurs privés en charge de la vente et la construction de latrines, et des opérateurs en charge des vidanges de fosses d'assainissement

Le projet a bénéficié des fonds d'appui de Bordeaux Métropole, l'Agence de l'Eau Adour Garonne, le Grand Poitiers, l'Agence de l'Eau Loire Bretagne, l'Agence d'Urbanisme du Pays de Saint Omer, l'Agence de l'Eau Artois Picardie, Fondation Lord Michelham of Hellingly.



Bénéficiaires Directs

Volet eau :

- un total de 4 629 personnes réparties comme suit :
- Les comités directeurs d'AUE: soit 54 personnes,
- Les chefs de villages des AUE : 18 personnes (1 chef par 18 AUE) ;
- Les Animateurs de la CCAG : soit 3 personnes ;
- Les équipes techniques d'exploitation des réseaux d'eau : 54 personnes
- Les usagers des extensions de réseaux : soit 4 500 personnes

Volet assainissement :

- Un total de 7 156 personnes réparties comme suit :
- Cible IEC (30 quartiers Moundou) : 49 838 personnes,
- Ménages équipés de latrines privées : 1 400 habitants
- Acteurs du Sanimarché : 20 personnes (maçons, vidangeurs, fournisseurs, vendeurs)

Bénéficiaires Indirects

Volet eau :

- Environ 340 000 personnes correspondant aux usagers du Service Public d'Eau potable dans les 3 sous – fédérations

Volet assainissement :

- Environ 135 000 habitants de la ville de Moundou



Volet Eau :

- **17 AUE sont accompagnées et formées à la vie associative et gestion comptable,**
- **36 relais communautaires sont renforcés dans leurs activités ;**
- **17 AUE formées en gestion commerciale de l'eau, touchant 51 participants (exploitants) ;**
- **2 extensions et 6 réhabilitations des AEP ont été finalisées, pour 1 208 ml d'extension de réseaux d'eau réalisés, et 5 quartiers alimentés ;**
- **6 systèmes de chloration ont été mis en place,**

Volet assainissement :

- **19 clubs d'hygiène-assainissement ont été créés dans les établissements scolaires,**
- **Formation de 25 clubs d'hygiène dans les Eglises et Mosquées,**
- **144 séances de sensibilisation ont été réalisées touchant 18 499 personnes, toutes catégories confondues,**
- **20 latrines vendues,**
- **2 entreprises de vidangeurs sont formées et dotées en équipements de protection individuelle,**
- **15 ménages ont fait la vidange de leurs latrines au cours du premier trimestre 2019 ;**
- **4 plans d'action de lutte contre la DAL et de la promotion d'assainissement ont été élaborés et mis en œuvre,**

MBAIRO François, un partenaire fier de son travail et engagé dans le projet d'« Amélioration de l'accès à l'assainissement et à la gestion des boues à Moundou »

Dans la soixantaine révolue, Monsieur MBAIRO François est né à Moundou d'un père cuisinier et d'une mère ménagère. Il vit à Moundou depuis son enfance.

Monsieur MBAIRO François a débuté la collaboration avec ID depuis 2014 en tant que prestataire animateur et formateur.

Consultant, il est aussi le chargé de programme de l'Association des Animateurs pour le Développement Rural et Urbain (ADRU).

D'après lui, l'année 2017 marque le début d'une très grande collaboration avec le projet Amélioration de l'accès à l'assainissement et à la gestion des boues à Moundou. « Dans le cadre de cette collaboration, mon association, riche d'expériences, a participé activement à la mise en place de la stratégie de sensibilisation et a adopté une sensibilisation de masse afin d'atteindre un grand nombre de public.

L'objectif de mon association est de promouvoir le développement durable de nos zones rurales et urbaines à travers la santé préventive. La collaboration a été bénéfique pour mon association. La mise en place de la stratégie de sensibilisation de la population a été élaborée lors des réunions tenues dans les locaux d'ID avec 12 associations identifiées dans les 4 arrondissements de la ville de Moundou. C'est pendant ces réunions d'élaboration de la stratégie de sensibilisation que les groupes cibles ont été identifiés. Les groupes cibles sont spécifiquement composés des groupements de femmes, des jeunes, des élèves. Pour pouvoir former à notre tour ces groupes cibles, nous avons été préalablement formés par le projet sur les mauvaises pratiques liées à l'hygiène et assainissement, sur les dangers de la défécation à l'air libre, sur l'utilisation des latrines et le lavage de mains avec de l'eau et du savon. Fort bien outillé, avec l'appui du projet, j'ai organisé des séances de sensibilisations dans plusieurs écoles primaires et secondaires, dans des mosquées et églises, les quartiers de 4 arrondissements de la commune de Moundou. C'est une vraie réussite car les activités de sensibilisation dépassent largement les prévisions ».

Monsieur MBAIRO François est conscient que la jeunesse représente l'avenir ; « j'ai aussi formé des clubs dans les écoles appelés Clubs des hygiénistes. Ces clubs disposent des boîtes à images qu'ils utilisent lors des sensibilisations dans leur établissement sur les thèmes variés tels que l'hygiène de l'eau, le lavage des mains au savon, les dangers de la défécation à l'air libre, l'utilisation et l'entretien des latrines.

Grâce aux formations sur ces thèmes, les clubs établissent des calendriers de nettoyage qui sont soumis aux responsables de l'établissement qui à leur tour organisent avec les élèves des journées de nettoyage de l'école et même de lieux publics. Aussi, j'ai mis sur pieds un groupe de théâtre qui lors de nos sensibilisations dans les quartiers font des spectacles sur les différents thèmes ».

Toujours dans l'objectif d'atteindre le plus grand public possible, « je planifie avec les responsables des églises et mosquées des séances de sensibilisations sur les différents thèmes.

Pour réussir à véhiculer les messages de sensibilisations, j'utilise les boîtes à images mises à ma disposition par le projet et des scènes mettant en avant les mauvaises habitudes. Parfois des films sont projetés pour rendre les messages plus parlants et arriver à faire changer les mentalités. En réalisant toutes ces activités, j'ai, sans le savoir, contribué à lutter contre la propagation de beaucoup maladies liées à l'assainissement qui sévissent dans cette commune.

Les séances de sensibilisations que j'ai assurées ont été salutaires pour beaucoup de ménages qui aujourd'hui les mettent en pratique pour se protéger de maladies. Plusieurs personnes ont reconnu mes actions et ne cessent de m'encourager. Je note avec satisfaction quelques bonnes initiatives et pratiques. La reprise des actions par les clubs d'hygiène-assainissement et quartiers pourrait constituer à l'avenir le socle de la pérennisation des activités et aura un impact positif pour la ville de Moundou ».



Le programme s'inscrit dans la continuité des actions menées par ID depuis 2010. Dans le domaine de l'eau potable, ID est la seule ONG au Tchad à appuyer une structure de l'Etat à savoir la CCAG, pour améliorer les taux d'accès à l'eau potable dans la zone sud du pays. En 2019, des actions significatives ont été mise en œuvre, favorisant ainsi la professionnalisation et la pérennité du service :

- formation des différents acteurs (comités directeurs des AUE, exploitants, fermiers, autorités administratives et traditionnelles) intervenant dans le système ;
- réorganisation du dispositif de maintenance afin de limiter les pannes récurrentes ;
- réalisation des réhabilitations et extensions afin de rapprocher les points de distribution des habitations et ainsi encourager la consommation de l'eau potable ;
- Approfondissement de la gestion partagée qui constitue à ce jour un creuset idéal pour accompagner les exploitations à assurer brillamment leur renouvellement. Malgré des séries de formation sur les textes institutionnels, l'immixtion des autorités traditionnelles gangrène le service public de l'eau. Les mauvaises habitudes héritées des autres modes d'exploitation constituent un frein pour l'adhésion totale des AEP à la gestion partagée.

Malgré tout, nous avons pu observer des résultats satisfaisants :

- une adhésion complète à la gestion partagée sur 1 sous-fédération,
- une motivation et un engagement des opérateurs d'eau dans les actions de formation et de renforcement, particulièrement sur les opérations de maintenance et l'appropriation du cadre réglementaire,
- des extensions de réseaux bénéfiques pour les populations et les opérateurs, avec une adhésion complète des consommateurs,
- l'identification de plusieurs opérateurs d'eau, motivés, professionnels, et ayant la volonté d'étendre leurs activités,
- l'appropriation des dispositifs de chloration par plusieurs opérateurs.

De ce qui précède, il est donc nécessaire :

- D'accompagner l'appui du service déconcentré du Ministère en charge de l'eau,
- De poursuivre l'expérimentation de la gestion partagée,
- De poursuivre l'expérience de la gestion en affermage en s'appuyant sur les fermiers natifs des localités abritant des AEP pour éviter le sentiment du rejet,
- De poursuivre la chloration en s'appuyant sur le modèle existant et dans la mesure du possible extrapoler à tous les centres,
- De former tous les exploitants de la zone d'homologation à la maintenance de premier niveau.

Sur le volet assainissement, la filière sanimarché dite Romlelem a traversé une situation qui n'était pas confortable dans sa mise en place. Tout de même, environ 89 latrines ont déjà été construites durant cette phase. Cela représente un chiffre assez important, dans un contexte politique et économique fragile. En dehors des prévisions du projet, quelques bonnes initiatives et pratiques s'observent. On a entre autres le fonctionnement des clubs d'hygiène-assainissement, la poursuite de certaines activités par les arrondissements, le dynamisme et la volonté de certains vidangeurs pour développer l'activité de valorisation des boues. On a pu observer un engagement quotidien et régulier des comités d'assainissement dans le nettoyage des sites et la collecte des déchets solides dans les lieux publics. Tous ces éléments concourent à la vulgarisation des messages clés et à l'assainissement de la ville. A cet effet, cette reprise des activités par les relais communautaires pourrait constituer à l'avenir le socle de la pérennisation des activités et aura un impact positif sur l'aboutissement du programme.



SÉNÉGAL

ET BURKINA FASO

SÉNÉGAL

DAKAR

Fatick

Renforcer notre présence pour répondre au défi de l'accès à l'énergie pour toutes et tous et de la gestion raisonnée des ressources.

Sur le plan politique le Sénégal apparait comme un des pas les plus stables du continent ayant connu depuis son indépendance, en 1960, trois alternances politiques pacifiques. Le pays a jusqu'ici été préservé des violences qui sévissent dans la région malgré l'existence de groupes terroristes actifs dans des pays limitrophes.

Si tous les secteurs de l'économie ont tiré la croissance en 2019, celle-ci a surtout bénéficié de trois moteurs principaux : l'agriculture, boostée par des programmes de soutien, la demande extérieure et les grands investissements d'infrastructure entrepris dans le cadre du Plan Sénégal émergent (PSE). Le secteur primaire (15% du PIB) demeure néanmoins particulièrement exposé aux aléas climatiques et à la volatilité des cours mondiaux des matières premières. Le milieu rural concentre la majorité de la population (50% de la population active).

Au Burkina tant sur les plans politiques, que sociaux ou économiques, l'année 2019 a été marquée par une aggravation de la déstabilisation du pays.

Pays du Sahel à faible revenu et aux ressources naturelles limitées l'économie du Burkina repose essentiellement sur l'agriculture qui emploie près de 80 % de la population active, même si les exportations aurifères ont pris de l'importance ces dernières années. Malgré les progrès réalisés ces deux dernières décennies, le Burkina Faso est confronté à de nombreux défis de développement. Le pays est classé 144e sur 157 pays dans nouvel indice du capital humain (banque mondial) et 40,1 % de la population vit sous le seuil national de pauvreté. En outre, l'insécurité liée aux attaques terroristes fréquentes depuis 2016 a créé une crise humanitaire sans précédent. L'insécurité grandissante, surtout dans le nord, près de la frontière avec le Mali et le Niger a provoqué le déplacement de nombreux Burkinabè. Alors qu'il comptait moins de 50 000 personnes déplacées internes en janvier 2019

L'année 2019 a été une année charnière pour ID avec un renforcement de ses interventions au sein de ses deux pays en lien notamment avec sa fusion avec l'association Projets Solidaires.

ID en 2019 a mené trois projets sur ces deux pays afin d'accompagner les acteurs et actrices de ses territoires d'intervention pour mettre en œuvre des stratégies d'atténuation¹ et d'adaptation² au dérèglement climatique, favoriser la transition vers une société plus économe en énergie et en ressources naturelles et préserver ainsi l'avenir des populations et des écosystèmes.



1 Atténuation : qui contribue à la stabilisation des concentrations de Gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation, due à l'action humaine, dangereuse du système climatique.

2 Adaptation : qui contribue par des mesures adaptées, à réduire la vulnérabilité des systèmes naturels et humains contre les effets réels ou attendus négatifs du changement climatique.

Au Sénégal et au Burkina ID adopte une posture résolument tournée vers l'accompagnement de ses partenaires autour de deux volets :

Nous accompagnons les acteurs économiques des secteurs de l'énergie à usage domestique et productif pour le développement et la pérennisation d'une offre de produits adaptés aux besoins des populations (cuiseurs économes, biocombustible, équipements solaire photovoltaïque) et services (services financiers, services après-ventes, contrôle qualité, etc.).

Nous nous engageons aux côtés des acteurs des territoires (communautés, société civile, institutions, collectivités, etc.) pour promouvoir une bonne gestion des ressources en bois (reboisement, aménagement et gestion raisonnée des ressources).

Bénéficiaires : quelles sont nos attentes par type de bénéficiaires ?

Les principaux partenaires d'ID au Sénégal ont la responsabilité de la mise en œuvre des activités. ID intervient en appui ou en renforcement par de l'expertise en fonction des besoins et attentes de ses partenaires nationaux de mise en œuvre. Des partenariats pour mener des actions spécifiques conjointes sont également noués notamment dans le cadre du PRODER, programme de la coopération décentralisée de la Région Nouvelle Aquitaine qui couvre toute la région de Fatick.

Ainsi nous renforçons les compétences des actrices et acteurs des territoires pour un impact pérenne de nos actions.

Nous accompagnons des Organisations de la Société Civile (OSC), institutions ou collectivités territoriales, partenaires d'ID à la mise en œuvre des programmes, pour leurs acquisitions de nouvelles compétences techniques. Cet accompagnement leur permet aussi de renforcer leur autonomie et leur capacité d'implication et de mobilisation du plus grand nombre autour des enjeux du développement soutenable de leurs territoires.

Nos partenaires

Principaux partenaires de mise en œuvre :

Au Sénégal

L'ARD – Agence Régionale de Développement
Conseils départementaux (Fatick, Gossas, Foundiougne)
Les 40 communes de la région de Fatick
Le SEF - Service des Eaux et Forêts
L'ONG des Villageois de Ndem
L'entreprise Yaakaar Environnement

Au Burkina

L'association SEEPAT - Sauvons l'Environnement, l'Eau Potable et l'Assainissement pour Tous.

Autres partenaires techniques et financiers au Sénégal dans le cadre du PRODER

Le PAFC (Programme d'Amélioration de la Filière Caprine)
L'ONG Energy 4 Impact :
L'ONG Nebeday
La GIZ – Endev Fasen
Enda Pronat
World vision - Regreening Africa Sénégal
Agrisud
Wetlands International
APIL-VIMASA
ANPEJ (Agence Nationale pour l'Emploi des jeunes)
Eglise Luthérienne – PROSAF
Eco-Services Consulting



PRODER – Programme de Développement des Energies Renouvelables



Le programme est mis en œuvre au sein des trois départements de la région de Fatick au Sénégal : les départements de Fatick, Foundiougne et Gossas qui comptabilisent 40 communes.

En 2019, le PRODER a mené à bien l'ensemble des activités sur ces trois axes d'intervention : il s'est illustré par une seconde édition du forum de l'énergie solaire, une campagne de reboisement records, ainsi qu'un élargissement des activités d'Aménagement Participatif de forêt. La campagne de reboisement a également pu être menées à bien.

Au Sénégal, ID intervient comme co-maître d'œuvre avec l'Agence Régionale de Développement de Fatick (ARD Fatick) du PRODER, programme de coopération décentralisée financé par la Région Nouvelle Aquitaine.

15 379 Bénéficiaires Directs

- Participants et participantes au forum de l'énergie solaire
- Entrepreneurs et entrepreneures individuels et ou groupements gérant d'un service énergétique durable
- Entrepreneurs et entrepreneures individuels et ou groupements fabriquant ou vendeurs de Cuiseurs Economes
- Participantes et participants à une activité de sensibilisation sur l'intérêt de l'énergie solaire,
- Nombre d'agricultrices et agriculteurs ayant bénéficiés d'une formation aux bases de l'agroforesterie et ayant bénéficiés d'arbres à planter dans leurs champs
- Elues et élus formés à l'acte III de la décentralisation et la gestion des ressources naturelles
- Ménages ayant pu acquérir une lampe/kit solaire ou un cuiseur économe

189 896 Bénéficiaires Indirects

- Populations des villages ayant accès à un service énergétique durable (kit solaire et ou cuiseurs économes)
- Population des villages gestionnaires d'une forêt aménagée ou en cours d'aménagement



- **8745 foyers améliorés produits et vendus dans la région**
- **121 600 arbres plantés et 13 forêts accompagnées dans la gestion de leurs ressources forestières**
- **plus de 700 participants, participantes au 2ème forum de l'énergie solaire de Fatick**
- **25 entrepreneurs et entrepreneures accompagnés dans leur AGR à base d'énergie solaire**

Le PRODER est un programme de coopération décentralisée lancé en 2008, puis interrompu en 2014 dans le sillage des réformes territoriales menées en France et au Sénégal.

Depuis 2016, il a redémarré sous un nouveau format dans le cadre de l'accord de coopération décentralisée signé entre la Région Nouvelle-Aquitaine et l'Entente Interdépartementale Fatick-Diourbel. Sa mise en œuvre est aujourd'hui assurée par deux maîtres d'œuvre français et sénégalais : l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Fatick et Initiative Développement, association de solidarité internationale.

La démarche du PRODER s'appuie sur le renforcement de synergies existantes entre différentes activités économiques liées à l'utilisation des ressources forestières et le développement de sources énergétiques alternatives et renouvelables. Cette approche intégrée du développement permet aux populations de s'adapter aux effets multiples du changement climatique et aux enjeux environnementaux propres à la région de Fatick et du Delta du Saloum.

L'implication de l'ensemble des acteurs dans la réalisation des activités et leur renforcement sur les thématiques concernées constitue une base qui garantit la pérennité des actions dans le temps.

L'action multidimensionnelle du PRODER vise à apporter une réponse globale et intégrée aux difficultés multiples qu'engendre cet accès limité à l'énergie.

En effet, les activités du programme se répartissent en deux axes majeurs, la gestion des ressources naturelles et l'accès à l'énergie durable, eux-mêmes chacun divisés en deux volets:

- Reboisement et Aménagement Participatif de Forêts pour l'axe gestion des ressources naturelles
- Appui à la filière foyers améliorés et électrification rurale pour l'axe énergie.

Le PRODER en 2019

En 2019, le PRODER a développé ces différentes activités et renforcé son intervention auprès des collectivités territoriales des trois départements.

Il s'est particulièrement illustré par une seconde édition du forum de l'énergie solaire de Fatick, une campagne de reboisement record, ainsi qu'un élargissement des activités d'aménagement participatif de forêt.

La deuxième édition du forum de l'énergie solaire s'est tenue sur trois jours et a pris une dimension bi-régionale en conviant 700 participants des régions de Fatick et de Diourbel ainsi que de nombreux fournisseurs de produits solaires photovoltaïques.

D'année en année, les campagnes de reboisement du PRODER gagnent en ambition. En 2019 121 600 plants ont ainsi été mis en terre sur plus de 165 sites de reboisement (terres salées, terres agricoles, forêts, zones urbaines, ...). De nombreuses campagnes de sensibilisations et formations sur la gestion des ressources naturelles ont été menées avec notamment 2125 personnes présentes aux activités de sensibilisation sur la lutte contre les feux de brousse et l'exploitation clandestine.

De 8 forêts accompagnées en 2018, l'intervention s'est étendue à 13 forêts dont 2 sont situées à l'extrémité sud de la région (Baria et Patako) et font partie des plus denses et étendues.

Un appui du pôle Partenariat, Autonomisation et Renforcement des Acteurs d'ID a également permis d'entamer une réflexion autour de la vision sur le long terme pour les activités du PRODER au sein de l'ARD ainsi que le développement de leurs activités sur les volets lutte contre le changement climatique et appui aux collectivités. Cette appui permet également de préparer le retrait d'ID à terme et d'intégrer pleinement l'approche développée dans le cadre du programme à la stratégie de l'ARD afin d'en pérenniser les résultats.

Au niveau des communes, le lien avec le PRODER s'est également renforcé grâce au renforcement du dispositif des « volontaires communaux », chargés des activités d'animation du programme avec l'arrivée d'un nouveau volontaire et l'élargissement de leur mandat au suivi des entrepreneurs du secteur énergie.

En 2019 ID et l'ARD ont renforcé et développé de nouveaux partenariats afin de mener les activités en synergies avec comme principaux partenaires :

L'ONG Energy 4 Impact : organisation du forum de l'énergie solaire et accompagnement personnalisé d'entrepreneurs et d'entrepreneures lancés dans une utilisation productive du photovoltaïque

L'ONG Nebeday : appui à l'aménagement participatif de la forêt de Djilor

La coopération allemande (GIZ) : appui financier pour l'organisation de forum de l'énergie solaire (programme Réussir au Sénégal) et accompagnement de la filière Foyers Améliorés (programme Endev FASEN)

L'ONG Agrisud : formation d'agriculteurs aux bases d'agroforesterie

L'ONG APIL : collaboration dans le cadre de ses activités de reboisement et de développement de la filière FA, à travers deux programmes : VIMASA et DEMETER

L'ONG Enda PRONAT : collaboration dans le cadre de ses activités de reboisement

L'Eglise Luthérienne : collaboration dans le cadre de ses activités de reboisement à travers le programme PROSAF

Le Service des Eaux & Forêts : collaboration pour la production des plants, le suivi du reboisement et l'ensemble des activités d'Aménagement Participatif de Forêt



DEFIS, l'Incubateur d'Innovations Solidaires



Pour des impacts positifs et pérennes, ID, depuis 25 ans, intervient selon 3 principes :

- Travailler à l'échelle du territoire
- Renforcer les compétences des acteur.rice.s locaux associatif.ves.s et/ou institutionnel.le.s, des entrepreneur.euse.s et des citoyen.ne.s
- Lutter contre le dérèglement climatique

DEFIS : Développons Ensemble une Fabrique à Innovations Solidaires, a été fondé par l'ONG Projets Solidaires basé à Bordeaux avec lequel ID a fusionné en 2019. Il fait écho à l'orientation prise dans le cadre du projet stratégique d'ID pour 2018-2022 :

« La rhétorique d'un Nord venant aider un Sud dans le besoin est dépassée et souvent inopérante ; des problématiques communes émergent, qui transcendent les vieux schémas (inégalités, environnement, climat, migrations...) et la thématique de la participation citoyenne est aujourd'hui mondiale.

« Dès lors, ID envisage de s'appuyer sur son expertise acquise auprès de populations « au loin » pour favoriser ce type de posture et de démarche sur un territoire en France ».

Le relancement de DEFIS a été le résultat d'un dialogue constant avec les partenaires et les bénéficiaires du programme.

En 2019, les projets accompagnés et les actions de DEFIS se sont situés en France, dans la région de Nouvelle-Aquitaine ainsi que dans des pays partenaires d'ID sur le continent africain et en Haïti. L'incubateur a été lancé le 3 octobre 2019 à Sciences Po Bordeaux. DEFIS fut un défi en soi pour ID, un nouveau concept, un nouveau public, un nouveau territoire.

Le projet DEFIS est le 1er programme de développement d'ID en France. DEFIS porte le projet avec de nombreux partenaires : Sciences Po Bordeaux, Université de Bordeaux, INP Bordeaux ENSCBP, Université de Poitiers, Université Antanaviro, Bordeaux Métropole, la ville de Mérignac, la région Nouvelle-Aquitaine, Socoopération...



DEFIS accompagne les porteur.euse.s en les mettant en relation avec le monde de l'enseignement supérieur afin que les étudiant.e.s apportent leur expertise dans la conception des innovations. DEFIS orchestre la collaboration entre les porteur.euse.s de projets et le monde de l'enseignement supérieur.

Les projets sélectionnés s'inscrivent :

1. Dans la lutte contre le dérèglement climatique et ses inégalités ;
2. Dans la solidarité internationale car ils peuvent être mis en œuvre dans les régions de Nouvelle-Aquitaine, du continent africain et/ou d'Haïti ;
3. Dans les ODD définis par l'ONU.

Les porteur.euse.s de projets sont :

1. Des ONG, associations, collectivités, entreprises;
2. De Nouvelle-Aquitaine, du continent africain et/ou d'Haïti.

La dimension de solidarité internationale de DEFIS s'inscrit également par la collaboration d'universités de différents pays qui apportent conjointement leur expertise sur les projets qu'elles étudient.

Par exemple : En 2019, les étudiants du master d'Etudes d'impacts environnementaux de l'Université de Bordeaux Montaigne et de l'Université d'Antananarivo ont étudié ensemble le projet porté par l'Organisation Internationale de l'Eau (OIEau) d' « Appui à la gestion intégrée des ressources en eau du bassin versant du lac Itasy à Madagascar ». Ce projet a visé à appuyer la gestion du bassin Itasy à partir des thématiques du financement durable, de la qualité de l'eau, du contrôle de l'érosion, de la préservation des habitats et de la prévention des risques sanitaires liés à l'eau. Les étudiant.e.s ont ensuite apporté leur expertise sur les thématiques liées à ce projet afin d'aider à sa réalisation.

« L'apport des étudiant.e.s sur certaines problématiques était original par rapport à l'approche habituelle de l'OIEau. En outre, participer à DEFIS en tant que porteur de projet a permis de mettre en œuvre un nouveau partenariat entre une formation universitaire (le master EIE), l'OIEau, et ID avec DEFIS. »

Porteur de projet OIEau ayant porté un projet lié au lac Itasy à Madagascar.

Les bénéficiaires :

1. Les porteur.euse.s de projets et le monde de l'enseignement supérieur sont les bénéficiaires directs de DEFIS. Les porteur.euse.s de projets ont la possibilité d'accroître leurs compétences, de bénéficier d'une expertise spécifique, d'une étude d'impact et de faisabilité, d'ingénierie ainsi que d'un soutien dans leur modélisation de projet et leur recherche de financement.
2. Les étudiant.e.s ont l'opportunité d'accroître leurs compétences grâce à l'étude des projets et la retransmission de leur expertise dans un contexte de lutte contre dérèglement climatique et ses inégalités, d'interculturalité, de solidarités internationale. Des modules de sensibilisation leur sont adressés à cet effet. Leur participation à DEFIS permet une professionnalisation de leur cursus universitaire.
3. Les territoires dans lesquelles les projets sont incubés sont des futurs bénéficiaires indirects. Lorsque les innovations seront mises en œuvre, les localités bénéficieront de ces innovations.



« Travailler sur ce projet de DEFIS nous a apporté beaucoup, humainement, personnellement et professionnellement »

Etudiant de la chaire UNESCO ayant travaillé sur le projet AICY.

DEFIS en chiffres :

En 2019, 20 projets ont été présentés à DEFIS et 11 ont été sélectionnés par un jury. 10 équipes d'étudiant.e.s et de professionnel.le.s ont travaillé sur les projets sélectionnés et plus de 200 étudiant.e.s ont été sensibilisé.e.s grâce à l'étude des projets et aux modules de sensibilisation.

DEFIS a également organisé 5 modules de sensibilisation sur la thématique du développement durable (Energies, ODD, Dérèglement Climatique, Innovation, Approche Orientée Changement).

Enfin, 2 événements ont été organisés par DEFIS : l'événement de lancement du projet DEFIS le 3 octobre à Sciences Po Bordeaux ; et le FESTISOL Forum Energie et Climat, Agir en solidarité le 28 novembre à Bordeaux INP - ENSCBP.

Les avancées de DEFIS :

La 2ème édition de DEFIS s'est élargie en comparaison à la 1ère édition :

1. Le thème de l'action : DEFIS 1 ciblait la production et l'accès à l'énergie. DEFIS 2 a placé la transition écologique et solidaire au cœur de son action.
2. Les limites géographiques : DEFIS 1 ciblait la métropole bordelaise. DEFIS 2 s'ancrait davantage sur le territoire français et plus particulièrement néo-aquitain.
3. La sensibilisation des étudiant.e.s : DEFIS 1 ciblait un public lycéen et étudiant français. DEFIS 2 a également ciblé un public étudiant du continent africain et impliqué des étudiant.e.s de l'université d'Antananarivo à Madagascar.
4. Les projets et leurs accompagnements : Les projets de DEFIS 1 étaient directement liés aux activités et à l'expertise de Projets Solidaires. Les projets de DEFIS 2 étaient issus d'un appel à candidatures. Les porteur.euse.s de projets et les étudiant.e.s ont bénéficié d'un accompagnement renforcé.

Les perspectives pour 2020 :

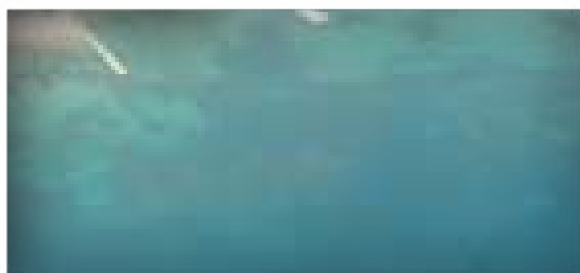
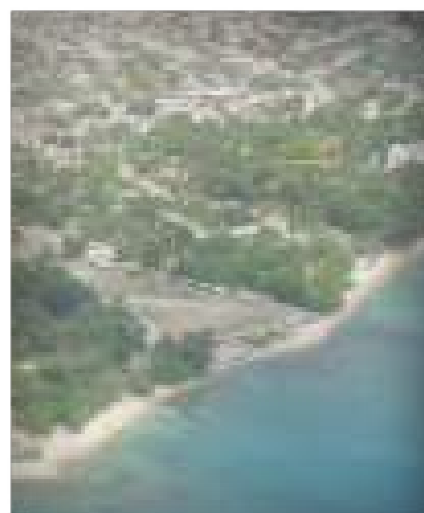
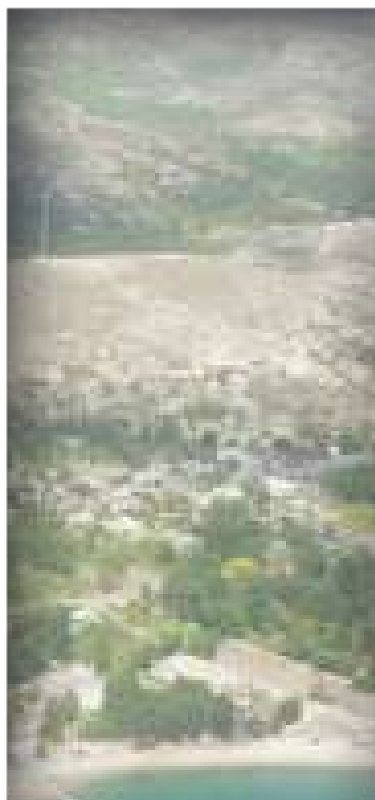
Pour l'année 2020, DEFIS continuera à soutenir des projets visant à lutter contre le dérèglement climatique et ses inégalités et élargira l'expertise que pourra alors proposer les étudiants aux porteur.euse.s de projets à travers le déploiement de partenariats avec de nouveaux acteurs de l'enseignement supérieur comme celui de l'école d'ingénieurs d'ESTIA (Bayonne, Pays-Basque). DEFIS a pour objectif de soutenir d'avantage les porteur.euse.s de projet, sensibiliser plus et mieux les étudiant.e.s et continuer son implantation dans les régions de Nouvelle-Aquitaine, du continent africain et d'Haïti ainsi que d'augmenter ses ressources de financement.



« Faire travailler les étudiant.e.s sur une situation réelle, où ils peuvent contribuer à l'amélioration des conditions de travail d'autres personnes, est enrichissant. »

Responsable de master à l'IUT GMP de Bordeaux

BILAN FINANCIER 2019



**INITIATIVE
DÉVELOPPEMENT
DES
PROJETS SOLIDAIRES**

RESSOURCES

	2019		
	Compte de résultat		Ressources collectées auprès du public
1. DONS COLLECTES AUPRÈS DU PUBLIC	88 336	2%	88 336
Dons manuels affectés	25 755		25 755
Dons manuels non affectés	62 582		62 582
2. AUTRES FONDS PRIVÉS	173 610	3%	0
3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	3 692 797	74%	0
4. AUTRES PRODUITS	1 047 689	21%	0
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	5 002 632	100%	88 336
Reprise de provisions	61 009		
Report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	2 996 084		1 637
Insuffisance des ressources de l'exercice	11 031		
TOTAL GÉNÉRAL	8 070 756		89 973

Avec un total de 5 millions d'euros les ressources de l'exercice sont en diminution par rapport à 2018 (7,1 millions d'euros). Cette diminution s'explique par l'utilisation en 2019 de ressources non utilisées sur les exercices antérieurs (3 millions d'euros)

Les subventions et autres concours publics sont toujours et de loin la première ressource d'ID. Ainsi en 2019, les bailleurs institutionnels représentent 74% des ressources, au premier rang desquels figurent l'Agence Française de Développement et l'Union européenne, ainsi que les syndicats et agences régionales de l'eau, la Région Nouvelle Aquitaine et Grand Poitiers. Les contributions de partenaires privés (principalement des fondations, françaises ou étrangères) viennent cofinancer les programmes à hauteur de 3% des ressources.

Les fonds issus de la générosité du public représentent 2% du total des ressources de l'exercice. Ils sont en légère diminution en valeur à environ 85 300 euros

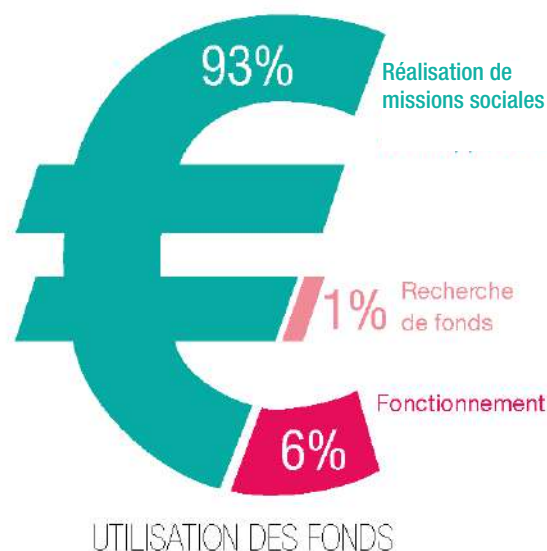
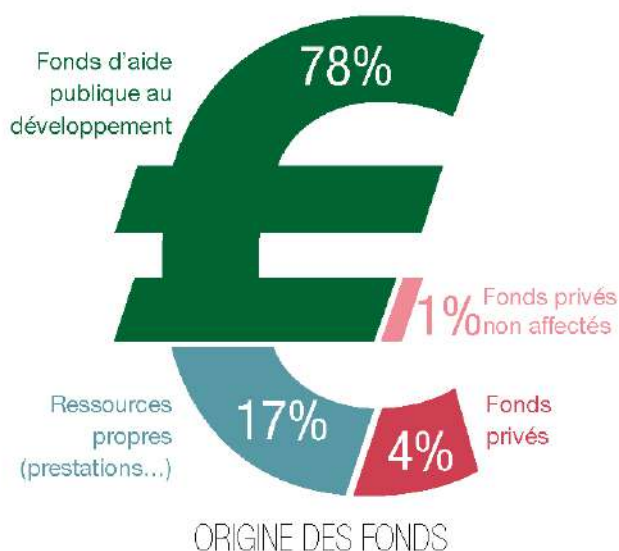
Les autres produits (ressource générée par les prestations de services principalement) sont de nouveau en augmentation, s'élevant à 21% des ressources (1,1 millions d'euros).

EMPLOIS

	2019		
	Compte de résultat		Affectation des ressources collectées auprès du public
1. MISSIONS SOCIALES	5 882 585	93%	62 373
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	69 833	1%	3 414
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	361 223	6%	17 657
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	6 313 642	100%	83 443
Dotations aux provisions	298 330		
Engagements à réaliser sur ressources affectées	1 456 784		6 530
Excédent des ressources de l'exercice			
TOTAL GÉNÉRAL	8 070 756		89 973

Le compte d'emploi des ressources ci-contre, répondant aux normes du comité de la réglementation comptable n° 2008-12, montre que plus de 9 euros sur 10 sont consacrés aux missions sociales de l'association grâce à notre effort permanent de maîtrise des dépenses de collecte de fonds (1% des emplois) et de fonctionnement (6% des emplois).

LE MODÈLE ECONOMIQUE D'ID



MERCI

Comme pour la majorité des ONG de développement, le modèle économique d'ID se caractérise par l'importance des subventions et autres concours publics.

Les fonds issus de la générosité du public ne représentent qu'un faible pourcentage du budget mais ont un rôle essentiel pour financer certaines actions spécifiques, pour compléter certains plans de financement et pour contribuer à l'équilibre financier de l'association.

Même si nous veillons à une réelle sobriété de notre fonctionnement et de notre collecte de fonds, notre action sur le terrain ne serait pas possible sans le soutien de nos donateurs particuliers. Nous les remercions chaleureusement.

L'équilibre économique de l'association repose enfin de façon significative sur des ressources propres, au premier rang desquelles figurent les produits générés par des prestations (accompagnement, évaluations, maîtrise d'ouvrage déléguée...) confiées aux experts d'ID. Ces missions sont en même temps l'occasion pour les équipes d'ID d'approfondir leur professionnalisme.

EMPLOIS

	2018	
	Compte de résultat	Affectation des ressources collectées auprès du public
1. MISSIONS SOCIALES	5 188 851	92%
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	48 748	1%
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	377 096	7%
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	5 612 697	100%
Dotations aux provisions	229 643	
Engagements à réaliser sur ressources affectées	2 996 084	807
Excédent des ressources de l'exercice	60 503	
TOTAL GÉNÉRAL	8 998 927	114 600

Le compte d'emploi des ressources ci-contre, répondant aux normes du comité de la réglementation comptable n° 2008-12, montre que **plus de 9 euros sur 10 sont consacrés aux missions sociales de l'association** grâce à notre effort permanent de maîtrise des dépenses de collecte de fonds (1% des emplois) et de fonctionnement (7% des emplois).

BILAN

ACTIF	Net 2018	Net 2017
Actif immobilisé	148 443	165 187
Créances	1 866 524	1 865 637
Disponibilités	2 495 052	673 112
Comptes de régularisation	58 680	9 982
TOTAL ACTIF	4 368 478	2 833 918

PASSIF	2018	2017
Fonds associatifs	698 126	637 626
Provisions pour risques et charges	212 800	10 400
Fonds dédiés	2 996 084	1 789 221
Dettes financières	80 527	175 898
Autres dettes	380 840	187 877
Comptes de régularisation		32 897
TOTAL PASSIF	4 368 478	3 071 319

L'actif immobilisé est constitué principalement par les bureaux du siège de l'association à Poitiers ainsi que des locaux à Port au Prince (Haïti), dont ID est propriétaire.

Notre ONG étant principalement financée par des concours publics, la date d'encaissement de ces fonds impacte fortement le bilan. Ainsi, au 31 décembre 2018, le total du bilan est en augmentation de plus de 50% compte tenu de l'importance des fonds dédiés (encaissements récemment versés) et des créanciers divers (dettes vis à vis de partenaires).

Ces financements procurent une trésorerie (ou disponibilités) confortable à la date de clôture, mais après avoir connu une situation plus difficile en cours d'exercice.

Le résultat net positif de 61 K€ permet de conforter les fonds associatifs de près de 10%. Cependant le volume d'activités ayant progressé plus rapidement, le ratio **Fonds associatifs / Total Produits** est en légère régression à **43 jours**. Ainsi, pour l'instant, nous sommes en deçà de l'objectif de **50 jours** fixé par notre conseil d'administration dans le but de pouvoir faire face aux aléas de l'activité et d'être en capacité de préfinancer d'éventuels besoins en cofinancement de projets.

ORIGINE DES FONDS



UTILISATION DES FONDS



Comme pour la majorité des ONG de développement, le modèle économique d'ID se caractérise par l'importance **des subventions et autres concours publics**.

Les fonds issus de la générosité du public ne représentent qu'un faible pourcentage du budget mais ont un rôle essentiel pour financer certaines actions spécifiques, pour compléter certains plans de financement et pour contribuer à l'équilibre financier de l'association.

Même si nous veillons à une réelle sobriété de notre fonctionnement et de notre collecte de fonds, **notre action sur le terrain ne serait pas possible sans le soutien de nos donateurs particuliers. Nous les remercions chaleureusement.**

L'équilibre économique de l'association repose enfin de façon significative sur **des ressources propres**, au premier rang desquelles figurent les produits générés par des missions (évaluations, formations, consulting,...) confiées aux experts d'ID. Ces missions sont en même temps l'occasion pour nos pôles techniques d'approfondir leur professionnalisme.

NOS PARTENAIRES

Comores

1% for the planet France
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (AER-MC)
Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN)
Agence Française de développement (AFD)
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC)
Association des Originaires des Comores en France (AOCOF)
Commission de l'Océan Indien
Fondation Givaudan
Fondation Léa Nature
Fondation Lord Michellam of Hellingly
Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM)
Institut Klorane
Métropole Aix-Marseille Provence (MAMP)
Natural Resources Stewardship Circle (NRSC)
SCAC Ambassade De France aux Comores
Syndicat mixte central de traitement des ordures ménagères (SYCTOM)
Syndicat des Eaux d'Île de France (SEDIF)

Congo Brazzaville

Ambassade des Etats-Unis au Congo
Agence Française de développement (AFD)
Campus France
Fondation Air Liquide
Fondation Lord Michellam of Hellingly
Fondation Puma Energy
Fondation Raja Marcovici
Région Nouvelle-Aquitaine
South Offshore
Union européenne
Wildlife Conservation Society (WCS)



GRAND POITIERS
Communauté d'agglomération



Haiti

Agence Française de développement (AFD)
Ambassade de France (SCAC)
Bordeaux Métropole
Bureau de l'Ordonnateur National du FED (BONFED)
Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE) via la DDC (Direction du développement et de la Coopétation)
Union européenne
SCAC

Sénégal

Agence Française de développement (AFD)
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)
Fondation Léa Nature
Région Nouvelle Aquitaine

Tchad

Agence de l'Eau Adour Garonne
Agence de l'Eau Artois Picardie
Agence de l'Eau Loire Bretagne (AELB)
Agence d'Urbanisme et de Développement - Pays de Saint-Omer
Agence Française de développement (AFD)
Bordeaux Métropole
Fondation Lord Michellam of Hellingly
Fondation Lemarchand
Fondation National Endowment for Democracy
Grand Poitiers
Région Nouvelle-Aquitaine
Union européenne
Ville de Poitiers

Burkina Faso

Fonds Valorem Watt for Change
Région Nouvelle-Aquitaine
Fondation Cassous



Retrouvez-nous sur
www.id-ong.org

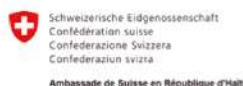


29 rue Ladmiraault
86000 Poitiers
Tél. : +33 (0)5 49 60 89 66
E-mail : id@id-ong.org

ID est membre de



ILS NOUS SOUTIENNENT



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'UE et de l'AFD. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité d'ID et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'UE ou de l'AFD.